

« QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ? »

Sommaire

Accueil par M. Jean-Pierre Chevènement, Président de la Fondation Res Publica	7
Introduction par M. Jacques Warin, ancien ambassadeur, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica	7
<i>« Le chaos libyen »</i> par M. Pascal Boniface, directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS) et enseignant à l'Institut d'Études européennes de l'Université de Paris 8, directeur de La revue internationale et stratégique, auteur de « <i>Le grand livre de la géopolitique : les relations internationales depuis 1945</i> » (Eyrolles : 2014)	8
<i>« A la recherche d'une solution politique »</i> par M. Jean-Marie Safa, sous-directeur d'Afrique du Nord (groupe III) à la direction d'Afrique du Nord et du Moyen-Orient au ministère des Affaires étrangères et du développement international. Il a accompagné la mission humanitaire d'urgence à Benghazi envoyée par le Centre de crise du MAEE en février-mars 2011	13
<i>« Libye : dynamiques internes et influences externes »</i> par M. Hasni Abidi, <i>Global Studies Institute</i> , Université de Genève, Directeur du CERMAM	19
<i>« Le rôle des milices en Libye : l'État face à l'économie de prédation »</i> par M. Moncef Kartas, chercheur à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève auteur du rapport de <i>Small Arms Survey</i> intitulé « <i>Sur le fil ? Le trafic et l'insécurité à la frontière tuniso-libyenne</i> »	26
<i>« Quel avenir pour les entreprises françaises en Libye ? »</i> par le Colonel Jacques Hogard, directeur de EPEE, entreprise spécialisée en intelligence stratégique et en diplomatie d'entreprises	30

« <i>Les dommages collatéraux de l'intervention en Libye</i> » par M. Jacques Warin, ancien ambassadeur, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica.....	33
Conclusions de Jean-Pierre Chevènement, président de la Fondation Res Publica.....	36
Débat final	41

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Mesdames, Messieurs, chers amis,

Je suis heureux de vous accueillir à l'occasion de ce colloque de la Fondation Res Publica sur la Libye, un sujet proposé par Jacques Warin.

Nous essayons tous de suivre le film du chaos moyen-oriental. Mais il est un chaos beaucoup plus proche (qui n'est d'ailleurs pas sans rapport avec le Moyen-Orient), c'est le chaos libyen qui, évidemment, nous intéresse directement à divers titres.

Je donne tout de suite la parole à Jacques Warin qui va nous présenter nos intervenants, que je remercie chaleureusement, sur un sujet d'actualité qui risque de l'être encore plus dans les temps qui viennent. Je veux notamment remercier M. Safa qui, comme diplomate, est particulièrement bien informé de ces questions.

JACQUES WARIN

Qui se souvient aujourd'hui de la visite éclair effectuée le 15 septembre 2011 par David Cameron et Nicolas Sarkozy en Libye ? Les deux leaders du monde occidental étaient venus annoncer à une foule enthousiaste un avenir radieux pour la Libye et la restauration prochaine de la démocratie. Où en est-on quatre ans après ? J'emprunterai à un film d'Hollywood une formule un peu brutale : c'est le « merdier ». Le pays est divisé en deux, il a deux parlements et deux gouvernements, d'un côté des islamistes, qui ne sont d'ailleurs pas tellement islamistes, de l'autre côté des libéraux qui ne sont pas vraiment libéraux. Le pays est éclaté en une multitude de milices qui se livrent à des trafics en tous genres, trafic d'armes, de pétrole et, plus grave encore, trafic d'êtres humains. En effet, la côte libyenne attire des dizaines de milliers de pauvres hères venus de toute l'Afrique noire.

Pourquoi, comment en est-on arrivé là ? Comment en sortir ?

Y a-t-il une lueur d'espoir dans les perspectives de solution du conflit sur le plan politico-diplomatique ?

Plusieurs experts vont nous en parler :

Pascal Boniface, directeur de l'IRIS (Institut de relations internationales et stratégiques), professeur à l'institut d'études européennes de l'université Paris 8 et auteur d'un remarquable grand livre sur la géopolitique¹.

Jean-Marie Safa, sous-directeur de l'Afrique du nord, est l'agent du Quai d'Orsay mais sa parole n'engage ce soir que lui-même : nous sommes entre nous et il ne parlera pas au nom de sa maison-mère.

Hasni Abidi, professeur au *Global Studies Institute* de Genève, directeur du CERMAM (Centre d'études et de recherches sur le monde arabe et méditerranéen).

Moncef Kartas, chercheur à l'Institut de hautes études internationales et du développement de Genève et auteur d'un récent rapport sur le trafic d'armes à la frontière tuniso-libyenne.

Enfin Jacques Hogard, président de la société EPEE (Experts partenaires pour l'entreprise à l'étranger), entreprise spécialisée en intelligence stratégique et en diplomatie d'entreprise, nous donnera des points de vue sur les aspects économiques de la Libye.

Je donne la parole à Pascal Boniface qui va envisager le conflit sous l'angle le plus général et le plus géostratégique.

PASCAL BONIFACE

Le chaos libyen

En effet, n'étant pas un spécialiste de la Libye, je vais tenir un propos général qui aura peut-être pour utilité d'ouvrir le débat avant de laisser la parole à ceux qui connaissent réellement la situation de ce pays.

Vous avez parlé, Messieurs, d'un chaos général. Effectivement le monde arabe dans son ensemble est dans une situation de chaos et les grands États qui pesaient quelque peu, qui avaient de la puissance, sont livrés à eux-mêmes et en état de guerre civile. La Libye est bien sûr le premier exemple mais la Syrie est dans le même état ; l'Irak,

¹ « *Le grand livre de la géopolitique. Les relations internationales depuis 1945. Défis, conflits, tendances, problématiques. L'essentiel pour savoir, comprendre et réfléchir* ». Pascal Boniface, éd. Eyrolles, 11/09/2014.

en proie également à une guerre civile, n'existe presque plus comme État unitaire ; l'Égypte est secouée par des violences auxquelles il est douteux que les récentes élections mettent fin. Toutes les grandes nations arabes sont aujourd'hui en proie à des tourments internes et ne sont plus réellement en mesure de peser sur le cours du destin de la région. On peut donc parler d'un phénomène de chaos général.

Venons-en au cas particulier de la Libye. Vous avez eu la cruauté – ou la malice – de rappeler la date du 15 septembre 2011. Il serait bon de voir quelles erreurs ont conduit à la situation présente, ne serait-ce que pour éviter d'en commettre de nouvelles du même genre, comme d'aucuns le demandent parfois.

L'intervention en Libye a été particulièrement mal préparée parce qu'on n'a pas du tout pensé au jour d'après. On la citera peut-être dans les livres d'histoire comme l'exemple d'une intervention menée pour des raisons avant tout médiatiques et dont les conséquences stratégiques sont catastrophiques. Ce désastre montre qu'on ne peut pas agir sur une scène internationale extrêmement compliquée sur une simple idée de communication qui a pu paraître sympathique et populaire. Faire tomber Kadhafi n'est pas un concept suffisant pour justifier cette erreur. On a porté atteinte aux structures étatiques de la Libye qui est aujourd'hui un État failli. C'est une terre où les trafics d'êtres humains se déroulent au grand jour, ce qui n'était pas le cas auparavant.

Le Mali comme la Tunisie, deux pays dans lesquels la France est extrêmement impliquée, ont eu à souffrir et souffrent encore du chaos libyen.

Au Mali c'était évident et sans la guerre civile libyenne, sans le renversement du régime Kadhafi et le trouble qu'il a provoqué, on n'aurait pas eu cette poussée du djihadisme en Libye ni le trafic d'armes qui s'est développé.

La Tunisie est l'exception, le bon exemple dans le monde arabe, mais on sait très bien que ce qui se passe en Libye n'est pas sans conséquences et que la Tunisie souffre économiquement : chute des recettes du tourisme, chute de l'apport que la Libye apportait à la contribution du PIB tunisien. Or, si les peuples ont soif de démocratie, une démocratie qui se traduit par un appauvrissement, des difficultés sociales, précisément au moment où les gens qui voient que leur situation matérielle ne s'améliore pas sont libres de s'exprimer, perd de sa popularité.

Je crois que ce qui s'est passé en Libye impose deux réflexions, l'une sur les interventions militaires occidentales, l'autre sur l'ONU et la « responsabilité de protéger ».

La Libye prouve, comme l'avait prouvé la guerre d'Irak de 2003, comme le prouve l'Afghanistan, que l'époque des interventions occidentales faciles, triomphales, débouchant sur un ordre que l'on impose de l'extérieur, est révolue. Il n'y a pas d'exemple au XXI^{ème} siècle où une telle intervention ait réussi.

L'intervention au Mali est le contre-exemple. L'intervention française au Mali a été faite à la demande des autorités de ce pays avec l'assentiment de la population locale, le soutien des pays de la région et un feu vert international large, passant par le Conseil de sécurité de l'ONU et avec l'accord des Russes. Se situant dans un cadre légal, ce n'est pas l'intervention classique d'un pays qui compte sur sa force militaire pour remporter une victoire politique.

Des voix s'élèvent aujourd'hui pour demander une intervention terrestre en Syrie. Mais il n'est qu'à regarder les catastrophes qui ont résulté de l'intervention américaine illégale en Irak en 2003 dont Daech est quand même un produit dérivé, de même que les troubles en Irak. Et lorsque l'on regarde ce qui se passe en Libye aujourd'hui, on voit très bien que, au-delà d'une bouffée de satisfaction très provisoire, ces interventions militaires débouchent sur des catastrophes.

Il vaudrait mieux ne pas répéter ces erreurs.

Si l'on veut lutter contre Daech, un objectif qui peut faire consensus, l'intervention militaire n'est pas suffisante et toute intervention militaire terrestre serait contreproductive car elle favoriserait le recrutement par Daech d'éléments convaincus que les Occidentaux veulent de nouveau conquérir le monde arabe. Certes, l'outil militaire est indispensable. La France a une armée de qualité, efficace. Il n'est pas question de se passer de cet outil qu'il faut au contraire utiliser à bon escient. Mais la réponse militaire ne doit pas être une réponse automatique à un problème politique. Lorsqu'on agit en position de force, sans cadre légal, sans acceptation par les gouvernements et les populations locales, l'intervention militaire n'est plus perçue comme une aide mais comme une ingérence classique et elle est rejetée par les populations et par l'histoire.

L'intervention franco-britannique avec soutien américain de 2011 a fait de nombreuses victimes : la Libye, le Mali, la Tunisie... Mais la principale victime, celle dont on parle le moins est le concept de « responsabilité de protéger », donc, en fait, le système onusien.

La résolution 1973² avait été adoptée avec l'abstention de cinq pays, dont la Russie et la Chine qui avaient accepté de ne pas poser leur veto, ce qui aurait empêché de donner une couverture légale à cette intervention. C'est Alain Juppé qui avait lutté pour obtenir le feu vert du Conseil de sécurité car le Président de l'époque et celui qui apparaissait, sans la moindre légitimité, comme son conseiller diplomatique principal, voulaient intervenir très rapidement, sans même solliciter l'accord du Conseil de sécurité. Or, au lieu de la guerre rapide et courte, fraîche et joyeuse à laquelle on s'attendait, nous avons dû mener un conflit qui a duré sept mois. Sans feu vert du Conseil de sécurité, la France aurait été incapable de tenir une intervention militaire pendant sept mois et nous aurions sans doute vécu une nouvelle aventure de Suez. Nous aurions dû replier bagages après quelques jours d'intervention face aux protestations internationales s'il n'y avait pas eu la couverture juridique de la résolution 1973.

Mais qu'en avons-nous fait ?

La résolution 1973 avait pour objectif de protéger la population de Benghazi, mettant en œuvre pour la première fois le concept très novateur de « responsabilité de protéger », qui avait été développé en 2005 par Kofi Annan, alors Secrétaire général de l'ONU, justement pour tirer les leçons de la guerre d'Irak et pour que, face à un régime qui pouvait maltraiter sa population ou commettre des crimes contre l'humanité, existe une autre alternative que l'inaction ou l'« ingérence » classique, laquelle n'est rien d'autre que ce que les résolutions onusiennes appelaient « agression ». Pour trouver une alternative à cette double impasse, Kofi Annan avait inventé le concept de « responsabilité de protéger » qui pouvait être mis en œuvre lorsqu'une population était menacée, y compris par ses propres autorités. C'est dans cet esprit que les Russes avaient accepté de s'abstenir. L'abstention des Russes et des Chinois montrait qu'eux-mêmes avaient des craintes sur la possibilité que Kadhafi ne perpète un massacre de grande ampleur à Benghazi et qu'ils ne voulaient pas être mêlés à cela. À l'époque, Medvedev, président de la Fédération de Russie, avait eu un débat avec son premier ministre, Poutine, qui était plutôt hostile à l'abstention russe

² Le 17 mars 2011, le Conseil de sécurité, se référant au chapitre VII de la Charte des Nations unies, adoptait la résolution 1973 qui se donnait pour objectif d'assurer la protection de la population civile libyenne. À cet effet, elle décidait l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Libye et autorisait les États membres à prendre « toutes les mesures nécessaires » pour protéger les civils. La résolution 1973 s'ajoutait à la résolution 1970, adoptée le 27 février 2011, qui imposait un embargo sur les exportations d'armement vers la Libye et des sanctions sévères à l'encontre du régime libyen.

et plaidait pour un veto. Finalement Poutine avait laissé Medvedev conduire le bateau de la diplomatie russe, non sans l'avertir qu'ils allaient « se faire rouler dans la farine » par les Occidentaux et que cette opération allait déboucher sur autre chose. Et, de fait, on avait changé la mission en cours de route, en passant de la « responsabilité de protéger » au changement de régime : arguant que la population libyenne ne serait pas en sécurité tant que Kadhafi serait au pouvoir, on décida d'aller au bout de la logique et de renverser Kadhafi, trahissant ainsi le mandat donné par le Conseil de sécurité. En renversant Kadhafi on a anéanti un concept novateur qui était porteur d'espoir pour la sécurité collective et la sécurité des peuples. En 1990, Gorbatchev avait voté pour la guerre du Golfe au Conseil de sécurité, le fait d'abandonner son allié irakien lui apparaissant comme le prix à payer pour construire un ordre mondial nouveau. Mais, juste après cela, les Américains l'avaient laissé tomber, préférant être les vainqueurs de la Guerre froide que les bâtisseurs d'un nouvel ordre mondial qu'ils avaient célébré avant de le fouler aux pieds en lâchant Gorbatchev avec les conséquences que l'on sait aujourd'hui : l'inexistence de Eltsine et le raidissement de Poutine qui n'est que le contrecoup de la descente aux enfers et des humiliations russes tout au long des années 90. Les deux fois où Moscou, en tant qu'Union Soviétique en 1990 et en tant que Russie en 2011, a joué le jeu au Conseil de sécurité, les Russes, trahis et dupés à chaque fois, n'en ont pas récupéré les bénéfices.

Ceux qui versent des larmes de crocodile sur les chrétiens d'Orient après avoir soutenu la guerre d'Irak en 2003 sont en flagrante contradiction. De même, on ne peut pas se plaindre du blocage du Conseil de sécurité quand on l'a trafiqué. Lavrov l'a dit en termes très crus à Fabius : « Vous nous avez eus sur la Libye, vous ne nous aurez pas sur la Syrie ! ». Poutine étant revenu au pouvoir, le blocage russe actuel est aussi le contrecoup du fait qu'on a trafiqué le mandat qui nous avait été donné dans le seul objectif de protéger la population de Benghazi.

Nous en sommes là : pas de système de sécurité collective, pas d'accord entre les grandes puissances au Conseil de sécurité. Et la population civile syrienne paye chèrement ce qui s'est passé en Libye. Les Syriens sont les victimes indirectes de ce qui s'est passé en Irak en 2003 et en Libye en 2011 (les Irakiens étant eux-mêmes les victimes directes de ce qui s'est passé chez eux en 2003).

Il serait utile de rafraîchir la mémoire de ceux qui, aujourd'hui, proposent des solutions qui ont manifestement échoué. Le 9 novembre prochain on fêtera le 26^{ème} anniversaire de la chute du mur de Berlin, qui peut être prise comme symbole de la fin de la Guerre froide, même si ce ne fut qu'une date dans un processus qui a duré plusieurs années. Vingt-six ans après, on n'a toujours pas bâti le système de sécurité

collective qui était la promesse de la fin d'un monde bipolaire. Depuis, chaque « victoire » fondée sur la puissance du monde occidental a été une victoire à la Pyrrhus que l'on a payée cher par la suite, faisant d'ailleurs porter le poids principal aux populations locales.

Tout ceci est une politique de gribouille, sans réflexion globale, ne recherchant que les coups médiatiques. Il serait grand temps de remettre la stratégie, le long terme et les conceptions globales au premier plan.

Je vous remercie

JACQUES WARIN

Je remercie Pascal Boniface d'avoir développé les implications géostratégiques de cette intervention occidentale mal préparée et mal conduite qui a eu des conséquences catastrophiques sur les conflits suivants et notamment sur la Syrie.

Je vais passer la parole à Jean-Marie Safa, l'expert du Quai d'Orsay, qui va dresser l'état des lieux, décrivant la situation actuelle de la Libye sur le plan politique et diplomatique et dessinant les perspectives de sortie du conflit.

JEAN-MARIE SAFA

À la recherche d'une solution politique

J'étais à Benghazi au moment de la révolution libyenne. Dire que les populations ne souhaitaient pas l'intervention n'est pas juste. Elles réclamaient cette intervention à cor et à cri. Nous étions cernés par les chars de Kadhafi et il y avait un réel besoin de protéger ces populations. S'il n'y avait pas eu d'intervention, on peut penser que nous aurions été dans la même situation qu'en Syrie actuellement, avec un Kadhafi qui aurait sûrement procédé à des massacres. Il faut rappeler que la Ligue arabe avait aussi appelé à cette intervention et que la question était vraiment de protéger des populations.

Jusqu'en 2013 les perspectives n'étaient pas forcément noires pour la Libye et on pouvait espérer réussir quelque chose. Il faut dire que pendant 42 ans la Libye n'avait connu, en fait d'État, que Kadhafi. Je pense qu'il y a un sentiment national en Libye, en dépit de particularismes régionaux très forts. Tout l'enjeu aujourd'hui est bien sûr de rebâtir un État et les choses ont commencé vraiment à dérapier en 2014.

La Libye est, depuis maintenant plus d'un an, dans un état de division qui non seulement a mis un coup d'arrêt à la transition politique mais fait courir le risque d'un effondrement sécuritaire et économique du pays. Néanmoins, si ces clivages politiques étaient surmontés, la Libye, avec un solide appui de la communauté internationale, aurait toutes les cartes en main pour se redresser.

Le pays est donc à la croisée des chemins. Le problème est que la situation politico-sécuritaire en Libye représente un enjeu crucial pour la sécurité régionale et celle de l'Europe. Elle est également l'une des clés de la crise migratoire qui sévit en Méditerranée. Par ailleurs, les djihadistes accroissent leurs emprises sur le territoire. Daech notamment a consolidé sa présence à Syrte et ne relâche pas ses efforts pour reprendre Derna. Il faut un gouvernement unifié en Libye pour enrayer cette dynamique.

Nous avons aujourd'hui, alors que la négociation initiée par Bernardino León en septembre 2014 touche à sa phase finale, une crispation des deux camps sous la pression des franges dures hostiles à l'accord. Néanmoins ceux qui veulent cet accord sont également nombreux, et même majoritaires, dans les deux camps. La communauté internationale doit donc à présent tout faire pour faire entendre la voix des modérés en Libye, pour qu'un accord soit signé au plus vite.

Je vous propose de revenir sur les origines de cette crise politique. Je présenterai ensuite plus en détail la médiation onusienne pour faire enfin un point sur la situation actuelle et sur l'action de la France pour parvenir à une solution politique dans ce pays. En effet, la solution ne peut être que politique et non militaire.

Les origines de la crise en Libye

Au lendemain des premières élections réussies du 7 juillet 2012, le gouvernement d'Ali Zeidan est contesté par diverses milices et forces politiques. La mainmise des milices sur le pays a culminé avec l'enlèvement d'Ali Zeidan le 10 octobre 2013.

Depuis l'été 2014, la Libye est marquée par une bipolarité paralysante. D'un côté, le Congrès Général National (CGN), élu en 2012, qui a décidé de « se réactiver » à l'automne 2014, appuyé par une coalition majoritairement pro-islamiste, *Fajr Libya* (« Aube de la Libye »), qui contrôle les institutions basées à Tripoli. De l'autre, la Chambre des Représentants, réfugiée à Tobrouk. Elle s'appuie sur l'Armée nationale libyenne, dirigée par le général Hafter, qui a lancé l'opération « Dignité » en mai 2014. La situation est d'autant plus compliquée qu'il existe des élus « boycotteurs » qui boycottent les deux organes : des gens qui ont été élus en 2014 ont boycotté le parlement de Tobrouk, reconnu par la communauté internationale, et ont pris parti pour le camp de Tripoli, le camp de *Fajr Libya*.

La Cour Suprême a pris deux décisions en 2014, l'une, le 9 juin 2014, invalidant l'élection du Premier ministre Ahmed Maetiq ; l'autre, le 6 novembre 2014, invalidant l'élection de la Chambre des Représentants du 25 juin 2014. La première décision avait mis fin à une crise politique alors que la seconde a contribué à aggraver celle que connaît aujourd'hui le pays.

Bref, le pays a été de plus en plus divisé depuis un an, avec deux camps politiques, deux chambres, deux gouvernements.

Une médiation onusienne existe depuis plus d'un an pour mettre fin à la division politique du pays. Le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies, Bernardino León, est parvenu à mettre en place un processus de dialogue : il a commencé sa mission en septembre 2014 et a réussi à pousser les différentes parties libyennes à se réunir autour de la table, pour la première fois, à Genève, en janvier 2015. Ce processus de négociations a abouti à l'organisation d'une série de réunions, organisées le plus souvent à Skhirat, au Maroc, avec des délégations resserrées. On compte bien sûr des représentants du Congrès à Tripoli et des représentants de la Chambre à Tobrouk, mais également des indépendants et des représentants de Misrata, ville-clé en Libye, qui fait aujourd'hui alliance avec Tripoli, mais souhaite ardemment un accord.

M. Bernardino León a réussi à lancer plusieurs « *tracks* » de négociations :

Au Maroc, à Skhirat, les négociations se font entre « parlementaires ». Ce « *track* » est le canal principal de négociations, car il réunit les représentants des deux chambres et les « boycotteurs » (dont des indépendants).

En Algérie, des sessions de dialogue se sont tenues entre partis politiques libyens.
En Égypte, des sessions se sont tenues entre représentants de tribus.

À Bruxelles, un « *track* » était consacré au dialogue entre les collectivités locales, toutes élues en 2014 en Libye.

Enfin, un « *security track* » – consacré au dialogue avec et entre les éléments armés en Libye – est destiné à accompagner un accord politique au plan sécuritaire. Ce « *security track* » a connu une certaine avancée, mais tout récemment seulement.

L'objectif fondamental reste la mise sur pied d'un gouvernement d'unité nationale à travers un accord qui prévoit une année de transition, renouvelable une fois. Cette phase de transition est destinée à préparer la Libye de demain et à permettre une réconciliation nationale autour d'un projet commun, destiné à construire l'État pour tous les citoyens.

Où en est-on aujourd'hui ?

La Libye est à un tournant historique. Les délégations libyennes ont arrêté un texte final le 21 septembre à Skhirat. Ce texte a été complété le 8 octobre dernier par M. Bernardino León, qui a présenté une liste de six noms pour composer le Conseil présidentiel qui sera le cœur du futur gouvernement d'unité nationale devant représenter toutes les sensibilités politiques et toutes les régions. J'insiste sur la répartition régionale, car la question libyenne est autant une question politique qu'une question régionale. D'ailleurs, les contestations qu'on a à l'est portent sur l'équilibre est-ouest, c'est quelque chose de récurrent. Cela va être l'enjeu de ce futur gouvernement d'unité nationale qu'on espère rapidement mis en place.

Mais, à ce jour, aucune des chambres ne s'est prononcée sur l'accord et la liste de membres du Conseil présidentiel proposés par Bernardino León avant le 21 octobre, date de fin de mandat du parlement, qui s'est auto-prolongée de façon unilatérale le 5 octobre dernier pour une durée indéterminée.

La population libyenne est exténuée et souhaite une solution politique pour résoudre la crise dans le pays.

La situation sécuritaire se dégrade. La violence se poursuit, notamment à Benghazi (cf. attentat le 23 octobre ayant fait 12 morts et de nombreux blessés), tandis que la menace terroriste se renforce de jour en jour en Libye, Daech poursuivant sa stratégie d'expansion territoriale. Au cours des derniers jours, des vidéos

insoutenables de Daech ont révélé l'exécution barbare (décapitation, crucifixion, démembrement) de quatre à six victimes dans les régions de Syrte et Derna. Ces exactions barbares ont été fermement condamnées par la France.

La situation économique se dégrade alors que les réserves de la Banque centrale libyenne s'épuisent. Selon certaines sources, la production de pétrole n'est plus que de 440.000 barils par jour aujourd'hui, soit près de 70 % inférieur au niveau de production en 2011.

Seul un gouvernement d'unité nationale permettra d'enrayer cette double dégradation sécuritaire et économique. D'où l'impérieuse nécessité de parvenir à un accord politique en Libye. En effet, l'absence de solution politique signifiera une dégradation de la situation toujours plus grande dans le pays. Cela s'accompagnera d'une expansion de Daech ou encore d'un accroissement des trafics en tout genre, notamment celui des êtres humains. Seul un gouvernement d'unité nationale peut permettre d'enrayer cette descente aux enfers. L'Europe a également besoin d'un interlocuteur officiel afin d'apporter une réponse à la crise migratoire en Méditerranée, qui continuera de s'aggraver tant que l'État libyen ne sera pas reconstruit.

Dans ce contexte, malheureusement, un groupe d'individus, constituant les « franges dures », que ce soit à Tripoli ou à Tobrouk, prend aujourd'hui en otage les chambres, le processus politique et le pays. Ces individus mettent leurs intérêts personnels avant les intérêts du peuple et du pays. Par leur action contre le processus, ils ne font que tuer l'espoir d'un avenir meilleur en Libye. Ce qui n'est bien sûr pas acceptable.

Ces franges dures – qui jouent contre l'accord, contre le processus politique et contre la médiation menée par B. León – portent une lourde responsabilité dans la situation actuelle. Elles font tout pour empêcher un vote sur les propositions León aussi bien au Congrès à Tripoli qu'à la Chambre des Représentants à Tobrouk. Aucun vote n'a eu lieu jusqu'à aujourd'hui.

Ces franges dures ont des comptes à rendre : à leur peuple, tout d'abord, qui aspire à un avenir meilleur et à la communauté internationale, qui entend soutenir la voix de la raison en Libye.

Que faisons-nous ?

La France assume pleinement ses responsabilités, en lien avec ses partenaires, notamment au sein du Conseil de sécurité.

Nous devons tout faire pour permettre l'adoption d'un accord, car les partisans en faveur de l'accord ne manquent pas. Ils sont même majoritaires dans le pays. Notre ligne politique, en lien avec nos principaux partenaires, est de faire en sorte que tous les modérés et partisans de l'accord, quel que soit le camp, puissent faire front commun en faveur de la solution politique afin de faire barrage au jeu de sape mené par les opposants à l'accord.

Dans le même temps, la France travaille avec ses partenaires sur la question des sanctions - onusiennes ou européennes - contre ceux qui s'opposent au processus politique. Nos consultations avec nos partenaires visent à établir une liste commune de noms. Les discussions se poursuivent, activement.

Nous travaillons également sur l'avenir et l'accompagnement de l'accord politique :

Sur le volet sécuritaire : des réunions se tiennent en format de plus en plus élargi avec les Américains, les Européens et les pays de la région. La dernière réunion s'est tenue à Rome le 15 octobre dernier. Une réunion se tient aujourd'hui même au Caire. Ces discussions se tiennent bien sûr en lien avec le « *security track* » mené par les Nations Unies.

Sur le volet de l'assistance internationale, une structure de coordination de l'aide est en train d'être mise en place sous l'égide des Nations Unies. Une réunion avec plus de 40 pays et organisations internationales s'est tenue à Londres le 19 octobre dernier en ce sens. Il faudra en effet apporter un appui ferme au gouvernement d'unité nationale qui doit montrer sa capacité à répondre aux besoins de la population.

Pour l'instant on en est à quelque chose qui est sur la table, après un an de négociation. Je rappelle quand même qu'au départ les délégations libyennes ne se parlaient même pas. À partir du moment où vous avez maintenant un texte sur la table, des noms proposés pour le gouvernement, effectivement il y a enfin une lueur d'espoir. C'est vrai que les choses sont compliquées, c'est toujours fragile un processus, surtout quand les gens en sont venus à la violence mais un autre avenir est encore possible à notre avis en Libye et, en tout cas, on fera tout pour.

Merci.

Je remercie Jean-Marie Safa de nous avoir présenté, comme il s'y était engagé, l'état des lieux et l'état de la négociation qui, nous le comprenons tous, nous permet encore d'avoir une lueur d'espoir.

Hasni Abidi, lui aussi, a des lumières particulières sur les parties au conflit et il va nous parler des influences à la fois internes et externes qui s'exercent sur les différentes parties au conflit libyen et sur les perspectives de sortie de ce conflit.

Libye : dynamiques internes et influences externes

Ayant enseigné en Libye, j'ai été invité par des universités libyennes mais surtout par le fameux Centre mondial d'études sur le Livre vert, créé par le Colonel Kadhafi et censé incarner un pôle de recherche d'excellence en Libye. Depuis, j'ai entretenu des relations fructueuses avec des homologues libyens proches du pouvoir ou dans l'opposition, ayant rejoint la révolution après la chute du « régime » libyen. J'hésite à employer le mot « régime » tant je ne vois pas où était le régime sous Kadhafi.

La vacance institutionnelle libyenne

Je rejoins donc M. Safa sur ce sujet : le gros problème de la Libye est son héritage institutionnel encombrant. Pendant plus de quarante ans, depuis le coup d'État qui a renversé la monarchie en 1969, la seule institution libyenne au centre du pouvoir était incarnée par « les hommes de la tente ». Par ailleurs, on se souvient qu'en décembre 2007, M. Kadhafi s'était déplacé à Paris avec sa propre tente qui résume à elle seule le centre du pouvoir. Ainsi, il paraît difficile d'imaginer un semblant de transition politique quand ce pays ne dispose pas de la moindre administration dans le sens noble du terme, ou des institutions régaliennes (armée, justice...) à qui confier la tâche de gérer le destin national. On a donc inventé à la hâte le Conseil national de transition (CNT), dirigé par un ancien ministre de la justice sans expérience et sans ambition politique qui a fait ce qu'il pouvait avec les moyens dont il disposait.

L'espoir déçu d'une transition politique

De fait, la séquence libyenne actuelle est une grande déception à la mesure des attentes soulevées par l'intervention militaire occidentale. Nous espérons de la Libye qu'elle progresse sur le chemin périlleux d'une transition démocratique. Tout du moins, qu'une transition politique se mette en œuvre au sens de la négociation entre les acteurs principaux - pas forcément démocratiques - pour qu'un avenir commun à tous puisse émerger. Mais les éléments fondateurs d'une transition politique étaient complètement absents. Les déceptions sont énormes au regard de l'espoir placé dans un pays qui dispose de réserves en hydrocarbures considérables (les plus importantes d'Afrique) alors même que sa population est peu nombreuse. De plus, la Libye partage ses frontières avec six autres États et bénéficie d'un littoral méditerranéen de plus de 1700 kilomètres. Ce potentiel conséquent de la Libye, en termes de développement, est devenu un enjeu d'influence et c'est pourquoi aujourd'hui la Libye est un pays subissant cette grande lutte d'influence.

Les acteurs d'influence en Libye

Pour le dire hâtivement, les deux acteurs principaux internes à considérer sur le terrain libyen se situent à l'est et à l'ouest du pays. Ainsi la capitale libyenne, Tripoli, abrite un premier gouvernement anti-kadhafiste, d'obédience islamiste et proche des Frères Musulmans formant une coalition au nom de *Fajr Libya* ou « l'Aube de la Libye ». D'ailleurs, on se tromperait en faisant une lecture de « l'Aube de la Libye » comme une composante exclusivement islamiste tandis que les autres mouvements seraient plutôt laïques et libéraux. En effet, il est difficile de distinguer le laïque de l'islamiste dans des coalitions où priment les appartenances tribales et régionales et qui ne détiennent aucune expérience de démocratie pluraliste.

Face à eux, à Tobrouk, en Cyrénaïque, un gouvernement composé de « libéraux » et d'anciens du régime Kadhafi, issu des élections législatives de 2014 et reconnu par la communauté internationale. Ce dernier est soutenu militairement par le Général Khalifa Haftar, le chef d'état-major à la tête de l'Armée Nationale Libyenne basée à l'est du pays depuis la chute du régime.

Bien entendu, l'on ne peut écarter le rôle secondaire joué par le Sud libyen, représenté par les milices pro-Tobrouk des Toubous d'Awbari et de Sabha et, au sud de Tripoli, celles d'Al-Zintan (détenant toujours Saïf Kadhafi) ainsi que par d'autres brigades moins décisives.

Le troisième acteur, quant à lui d'origine externe, est la nouvelle dynamique de paix, impulsée par les négociations engagées par Bernardino León, le représentant spécial des Nations Unies en Libye (Mandat échu en septembre 2015).

Ces trois acteurs majeurs vont recourir aux mêmes instruments, aux mêmes moyens pour appréhender la scène libyenne, pour exister et pour essayer de s'en sortir.

Le contexte politique et les moyens en question

La scène libyenne, dans ce contexte de transition démocratique post-Printemps arabes, est une situation inédite riche et stimulante à la fois pour les observateurs et pour les étudiants en sciences politiques. À l'ouest, en Tripolitaine, on retrouve ceux qui représentent en Libye la *thawra* soit « la révolution » contre Kadhafi et que l'on dénomme aussi « ceux de février » (2011). Tandis qu'à l'est, se présente la « contre-révolution » qui a essayé, après le coup d'État avorté du Général Haftar en mai 2014, de s'opposer à la transition engagée par Tripoli. On y trouve aussi les nostalgiques de l'ancien pouvoir.

Sur le même territoire, dans le même État, deux expériences, deux modèles coexistent. Et ils ont recours aux mêmes instruments. Tous deux ont un parlement, ce qui est tout à fait nouveau en l'absence du moindre apprentissage démocratique. Tous deux ont un gouvernement propre. Ils ont deux états-majors, cependant la banque centrale leur est commune avec deux filiales. Les sociétés pétrolières en Libye et ce qui reste de fonds souverains doivent aujourd'hui discuter avec les deux. Récemment, l'Égypte a dû concéder à l'ouverture d'une deuxième Ambassade libyenne au Caire pour représenter les intérêts du gouvernement de Tripoli...

Les deux acteurs, même s'ils s'affrontent durement sur les plans politique et militaire, ont recours aux mêmes instruments institutionnels malgré leur virginité commune des pratiques démocratiques. C'est dire leur volonté.

L'essence tribale dans le conflit libyen

Par-delà les institutions, les tribus sont le deuxième instrument de régulation du pays. Certains, dont le gouvernement de Tobrouk, font appel à une certaine appartenance régionale (Cyrénaïque). Cette appartenance régionale est capitale, elle fait l'ADN de l'opération de Khalifa Haftar et une partie de la Cyrénaïque qui aujourd'hui ne veulent pas reproduire le système injuste de Kadhafi.

Mais du côté de Tripoli on essaie plutôt de promouvoir les appartenances politiques et moins l'aspect tribal. Par exemple, on a essayé en septembre 2015, sous l'impulsion du Caire, de rassembler les principales tribus libyennes lors d'une grande conférence au Caire, sous la houlette de l'Égypte et avec l'accord de Bernardino León. Ce dernier, et les principaux acteurs internes libyens, sont conscients que les tribus sont un élément utile à la résolution des divisions internes en Libye. Tout comme le Général Kadhafi, qui a durablement exercé son pouvoir grâce à une fine gestion des intérêts tribaux.

L'importance de l'appui des puissances étrangères

Bernardino León reconnaît aussi l'importance des influences externes (Égypte, Maroc, Algérie, Émirats arabes unis, Qatar et Jordanie...). Pourquoi ne pas négocier avec ceux qui portent les armes ? Mais négocier avec Khalifa Haftar, négocier avec certains chefs révolutionnaires, avec certains hommes liés à Al-Qaida en Libye qui se sont reconvertis en hommes politiques à Tripoli, rendrait très difficile la mise en œuvre d'une solution rapide. C'est pourquoi l'approche de M. Bernardino León consiste plutôt à se tourner vers les acteurs périphériques que vers ceux qui prennent les décisions, afin d'éviter un clash et l'échec de ces négociations.

Chaque partenaire important est soutenu par différents pays. Il existe des liens importants entre la Turquie, le Qatar, le *Fajr Libya* et les autres mouvements. La Turquie a d'excellentes relations avec Misrata (un port et un aéroport qui fonctionnent très bien), et, bien sûr, avec Tripoli. Alors que la Tunisie essaie d'avoir de bonnes relations à la fois avec *Fajr Libya* et avec l'opération *Al-karama* qui contrôle l'Est du pays.

D'autres acteurs soutiennent le Général Khalifa Haftar. Le parlement de Tobrouk, qui est particulièrement sujet à l'influence et aux volontés du Général Haftar, présente, quant à lui, de nombreuses dissensions internes. Les Émirats arabes unis, un pays important, soutiennent le général Khalifa Haftar qui avait d'ailleurs annoncé sa prise de pouvoir et la naissance du conseil militaire sur une chaîne de télévision émettant depuis Dubaï. Le général est aussi soutenu par la Jordanie et par d'autres pays.

L'attrait extérieur pour la Libye et les influences externes qui en découlent sont très importantes. Les parrains politiques de Haftar que sont MM. Mahmoud Jibril, un ami de la France et chef de la coalition dite libérale, Ali Zeidan, ancien premier ministre de 2012 à 2014, Mahmoud Chamam, fondateur de la première chaîne de télévision arabe libyenne, sont tous passés par la France, la Turquie et le Qatar.

Cependant il y eut ensuite une recombinaison des alliances politiques et chacun a choisi son camp. Certains ont été les parrains de l'intervention militaire franco-britannique en Libye.

Les aléas de la médiation onusienne

Le troisième acteur important est la médiation politique internationale. Les conditions libyennes n'ayant pas permis à M. Tarek Mitri d'aller jusqu'au bout de son mandat de Chef de la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL), il a été remplacé par M. Bernardino León qui s'apprête à rempiler pour un nouveau mandat³. Il est important de parler de la médiation internationale, parce que M. Bernardino León a lui aussi essayé de parler avec les acteurs périphériques, de l'est comme de l'ouest.

De fait, Khalifa Haftar manque d'un soutien externe, même s'il a essayé de gagner la confiance et l'appui de l'Égypte qui a mené l'opération militaire contre Derna. Bien entendu, Haftar bénéficie malgré cela des largesses financières de certains États pour réussir son opération.

La dernière mouture du plan de sortie de crise provisoire donne la priorité à la création d'un gouvernement d'union nationale, laissant la possibilité de revenir sur le contenu.

Un momentum pour la Libye ?

En effet, certains éléments ont joué en faveur de M. Bernardino León et vont probablement aussi peser sur l'actualité libyenne :

L'arrivée de Daech en Libye, très importante, est un sujet de préoccupation majeure. Certains médias libyens et arabes, d'est en ouest du pays, affirment que Daech est manipulé ou utilisé par les anciens du régime Kadhafi pour faire échouer la révolution. Pour preuve, les islamistes ont été délogés de Derna par le conseil du Choura (Conseil consultatif des jeunes de l'islam), d'anciens soutiens khadafistes. Évidemment, Daech fait aussi face aux forces du Général Haftar, composées par les

³ Finalement, Le Secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a proposé au diplomate allemand, M. Martin Kobler, d'être le nouvel Envoyé spécial en Libye, en remplacement de l'Espagnol Bernardino León après le rejet par les principaux protagonistes du projet d'accord final et de la composition du gouvernement d'union annoncée, le 8 octobre courant, par l'Émissaire des Nations Unies.

anciens militaires de Kadhafi et d'autres éléments déçus par la révolution. Mais aujourd'hui, à Tripoli, il faut reconnaître que les islamistes, et avant tout les brigades de Misrata, qui sont les plus organisées, disciplinées et les mieux équipées, ont réussi à asseoir leur pouvoir et leur autorité. Et cela plaît en Occident où l'on apprécie qu'une force politique, quel qu'elle soit, tienne la rue.

Il y a presque un an, le Général Khalifa Haftar a annoncé l'opération *Al-karama* ou « Dignité »⁴ qui selon lui ne devait durer que quelques jours. Je reconnais que Khalifa Haftar suscitait beaucoup d'enthousiasme populaire. Nombreux étaient les Libyens à voir en lui une sorte de Maréchal Sissi, un homme fort, « sauveur » de la Libye.

Aujourd'hui, plus d'un an après, la situation économique est désastreuse et l'enthousiasme assoupi.

Ce qui, avec Daech, menace aujourd'hui le camp de l'est comme le camp de l'ouest, est la lassitude et la déception. M. Khalifa Haftar est incapable de régner sur Benghazi après plus d'un an de combat. En effet, il ne règne que sur la périphérie de la ville (Al-Bayda, Al-Marj, al-Abyar etc.).

Le troisième élément très important pour les Libyens est la crise économique. Aujourd'hui, selon tous les économistes libyens, à commencer par le président de la Banque centrale, les réserves de la Libye, comme les rentrées en devises, sont en chute libre. Les ventes d'hydrocarbures sont en baisse et il y a un risque de défaut de paiement de ce pays. L'argent du pétrole est un élément important pour tous les protagonistes. D'ailleurs on a rarement assisté à des opérations militaires d'envergure autour des principales installations pétrolières.

Donc les éléments qui plaident en faveur d'une sortie de crise en Libye sont beaucoup plus importants que ceux qui plaident en faveur d'une division. À condition que Bernardino León – ou l'ONU – parvienne à susciter une pression internationale suffisamment importante pour engager des négociations concrètes.

On parle dans certaines chancelleries de sanctions internationales d'ordre pénal contre tous ceux qui compliquent ou qui gênent un processus de transition politique, forcément chaotique, car l'on ne peut pas inventer une transition démocratique dans un pays dépourvu d'institution, dirigé en main de fer et sous un embargo pendant des décennies.

Je vous remercie.

⁴ « Dignité » (*Al-karama*) désigne l'opération militaire lancée à Benghazi par le général Khalifa Haftar¹ et ses troupes (l'armée nationale libyenne).

Merci, M. Habidi, d'avoir développé les différents facteurs, d'ordre interne et d'ordre externe, qui jouent pour la crise libyenne à l'heure actuelle.

Je voudrais apporter un éclairage sur la personnalité du général Hafter que je connais certainement beaucoup moins bien que Hasni Abidi mais dont je voudrais dire quand même que, âgé de soixante-douze ans, il n'est pas une personnalité d'avenir. Contemporain de Kadhafi, Hafter avait commandé le corps expéditionnaire libyen au Tchad en 1983, après quoi il s'était brouillé avec Kadhafi et s'était exilé pendant de longues années aux États-Unis. Il réapparaît brusquement en 2014 pour jouer le rôle de sauveur de la Libye, sans doute inspiré – sinon agité – par le maréchal Sissi. En effet, c'est au moment même où le maréchal Sissi réinstalle le pouvoir militaire en Égypte qu'apparaît la solution militaire Khalifa Hafter en Libye. Mais celle-ci échoue : après sa tentative de reconquête de Tripoli il est battu par les milices, de Tripoli et de Misrata, et se réfugie à Benghazi, ville qu'il ne peut même pas contrôler, comme vous le disiez vous-même. Aujourd'hui il paraît avoir, pour le moment au moins, piteusement échoué.

Hasni Abidi a tout à fait résumé l'ensemble des enjeux.

Il faut toujours garder à l'esprit que ce pays n'a connu pendant 42 années aucune vie politique, il n'y avait même pas de partis politiques. Les Libyens découvrent tout cela, c'est un point capital.

L'analyse qui a été faite est tout à fait juste et je rejoins Hasni Abidi sur l'importance de la pression de la communauté internationale. C'est ce à quoi on s'emploie au quotidien : il faut une communauté internationale unie, qui parle d'une seule voix et hausse le ton face à une poignée de personnes à l'est, une poignée de personnes à l'ouest qui empêchent un accord politique réclamé à cors et à cris par l'opinion publique libyenne. Les gens veulent une solution politique, ils veulent s'en sortir. Comme vous et moi, les Libyens aspirent à vivre mieux. Et le jeu de quelques-uns visant à saper le processus n'est tout simplement pas acceptable parce qu'ils placent leurs intérêts personnels avant les intérêts du pays.

Nous allons maintenant écouter Moncef Kartas qui va nous parler des milices dont le rôle est particulièrement important en Libye. On l'a compris, il n'y avait pas de vie politique du temps de Kadhafi, c'était la *Jamahiriyah* libyenne. Il n'y a pas non plus de vie politique aujourd'hui puisque les deux parlements et les deux gouvernements sont rivaux. Donc, *quid* du rôle des milices dans la vie de la Libye aujourd'hui ?

Le rôle des milices en Libye : l'État face à l'économie de prédation

M. Boniface nous a dit que l'intervention en Libye avait été mal préparée. Je dirai que l'état de crise et le conflit armé très violent qu'on déplore aujourd'hui en Libye sont le résultat d'une gestion de la transition, dès avant la chute du régime Kadhafi, à la fois très naïve et basée sur une méconnaissance des structures, de la politique sécuritaire et surtout de la Libye.

La plupart des intervenants s'accordent pour dire qu'il n'y avait pas d'État et quasiment pas d'institutions en Libye. Ce constat largement partagé aurait dû entraîner la question : Comment intervenir dans une région, dans un espace où il n'y a pas d'État ? Qu'est-ce qui nous attend là-bas ?

En réalité, on ne peut pas parler de vide politique dans la Libye de Kadhafi. Il y avait un ordre politique incarné, comme l'a dit mon collègue, par « les hommes de la tente ». Ce qui est important pour comprendre la Libye de Kadhafi n'est pas tant le tribalisme que la « bédouinisation » de la politique libyenne. À la différence du tribalisme, le point de vue bédouin privilégie l'aspect clanique. Autre élément important, dans le tribalisme les rapports hiérarchiques sont importants alors que, dans la culture bédouine, les relations hiérarchiques sont au contraire beaucoup plus plates. C'est ce type de relations qu'on observait en Libye.

Avec la chute de Kadhafi, la première chose que je m'attendais à voir était l'éclatement de cet espace, de cet État à qui on avait donné une souveraineté légale internationale bien qu'il fût complètement artificiel au moment où il avait été créé. Le grand problème de Kadhafi lui-même était la maîtrise des instruments sécuritaires de son pouvoir, c'est-à-dire des institutions de violence légitime dont il disposait

pour contrôler la population et le territoire de la Libye. Dans le processus historique de la formation des États, l'un des facteurs clefs est la capacité de contrôle par le pouvoir de ces institutions de la violence légitime⁵, des institutions sécuritaires.

En Libye, on a vu au cours du règne de Kadhafi une paramilitarisation, une fragmentation toujours plus importante des corps armés, des forces sécuritaires. Il y avait donc une multitude de groupes armés en Libye, tous légitimés par l'ordre, même si les compétences, les hiérarchies, n'étaient pas toujours très claires surtout d'un corps à l'autre.

Il est très intéressant d'étudier la dynamique que les armes ont représentée dans ce mouvement.

Au tout début de la révolution, à l'est surtout, les révolutionnaires avaient principalement des armes prélevées dans les casernes de l'armée nationale libyenne. Mais il ne faut pas s'imaginer l'armée nationale libyenne comme une grande armée bien équipée. Il y avait les brigades d'élite spécifiquement en charge de la protection du régime Kadhafi mais l'armée nationale libyenne avait été progressivement écartée de ce processus à travers les décennies. Les armes que les révolutionnaires avaient accaparées les avaient obligés à gérer leurs ressources militaires, en termes d'armes, de la façon la plus efficace possible. Cela avait contribué à créer un semblant de cohésion dans ce groupe révolutionnaire.

Mais, surtout après la chute de Kadhafi, à la fin du conflit, quand il y eut le moins d'engagements armés, on vit l'augmentation du nombre de groupes armés. En effet, la population, les différents groupes, ont eu accès aux armes. Ensuite, la création d'un groupe armé, l'appartenance à un tel groupe, est devenu une façon de s'imposer dans le futur paysage politique libyen. Si l'on considère que la seule ville de Misrata compte plus d'une centaine de groupes armés et de brigades, certaines très grandes, on peut imaginer le nombre de groupes armés, de tailles très différentes, qui sont présents en Libye aujourd'hui. C'est l'accès à un nombre énorme d'armes qui a provoqué cette fragmentation en une multitude de groupes armés.

On a dit qu'il n'y avait pas de véritables partis politiques en Libye. Mais il faut se souvenir que l'idéologie de Kadhafi prônait la révolution perpétuelle. Et les révolutionnaires sont un peu les enfants de Kadhafi : ils ont fait la révolution mais il n'y avait pas de vision, pas de représentation de ce vers quoi ils voulaient aller. En revanche, ils avaient des impératifs pragmatiques au quotidien : chacun devait

⁵ « *Un État est une communauté humaine qui revendique le monopole de l'usage légitime de la force physique sur un territoire donné* » (Max Weber).

maintenir son groupe armé, trouver les forces, les armes et surtout les revenus nécessaires.

C'est alors que des décisions fatales ont été prises par les autorités transitionnelles qui, n'ayant pas conscience de l'urgence de créer des institutions nationales centralisées de la violence légitime, ont préféré utiliser les groupes armés, surtout les plus puissants, à travers des mandats, pour des sortes de « missions de pacification » : protéger des sites pétroliers, intervenir dans des villages lors des conflits tribaux etc. De ce fait un groupe armé digne de ce nom se devait de disposer d'un arsenal important et d'un certain nombre d'hommes. La décision la plus fatale fut celle de payer des salaires aux membres de ces groupes armés : les membres d'un groupe armé non étatique reçoivent en effet un salaire de l'État mais « indirectement » car, plus grave encore, c'est le chef du groupe armé qui reçoit l'argent qu'il redistribue ensuite. Cette pratique a empêché tout recensement par les nouvelles autorités de la composition des groupes armés, de leurs compétences..., interdisant de ce fait tout contrôle sur ces groupes.

La Libye ne s'est pas tellement transformée car les administrations centrales n'ont jamais vraiment façonné, géré la société, les projets politiques et sociaux de la Libye. Elles étaient plutôt une sorte de « portefeuille ». En 2013, un révolutionnaire de Misrata, membre du bureau du Premier ministre, m'avait dit : « Aujourd'hui, nous sommes un portefeuille et, dehors, il y a ces groupes armés qui ne s'intéressent qu'à la manière dont ils vont pouvoir toucher l'argent contenu dans ce portefeuille ».

La Libye actuelle est devenue l'espace d'une économie de prédation et d'une économie de protection.

Certes, ces groupes armés ne sont pas complètement détachés de certains partis politiques, de certaines figures politiques, mais il faut garder à l'esprit la mentalité et les dynamiques claniques qui les sous-tendent. La préoccupation d'un groupe armé est d'assurer sa pérennité donc son contrôle sur des ressources, lesquelles peuvent provenir de toutes sortes de trafics, ce qui implique un accès aux frontières, aux sites importants, par exemple, aujourd'hui, en relation avec les migrations. Ces ressources peuvent aussi provenir de pratiques mafieuses de racket, de « protection de sites » : des entreprises, des gens de l'ancien régime qui ont quitté le territoire, doivent, s'ils souhaitent conserver leurs locaux ou leurs propriétés en bon état payer mensuellement une certaine somme. Toutes sortes de rackets se sont installés dans cette économie de prédation.

Ce qui manque chez ces groupes armés, c'est surtout une vision politique.

Le dilemme c'est que, dans ce vide, on se trouve face à trois « forces » :

Une petite élite intellectuelle qui a un accès facile à l'Occident a fourni des interlocuteurs privilégiés aux pays occidentaux qui ont cru avoir trouvé en eux des gens avec qui ils pouvaient travailler et faire avancer les choses.

Une multitude de groupes de différentes couleurs islamistes qui n'ont pas non plus beaucoup de profondeur ni de projet politique, à part peut-être les Frères musulmans.

Hélas, les deux autres groupes qui ont une sorte de vision politique sont Al-Qaida et Daech. La vision politique de Daech non seulement dépasse l'utopie mais elle est très pragmatique. Daech peut présenter à des jeunes gens un résultat immédiat et concret. On a vu en Irak et en Syrie que Daech est une sorte d'association entre des gens d'Al-Qaida et des anciens membres des services secrets militaires de Saddam Hussein. Il est bien possible que la même chose se produise maintenant en Libye. En réalité on a très peu d'informations sur la composition de Daech en Libye. Ils se sont implantés à Syrte, ville natale de Kadhafi, mais il y a une composante géostratégique beaucoup plus importante située au cœur de la Libye, en plein milieu entre l'est et l'ouest, qui ménage aussi un accès central vers le sud et le Sahara, dans l'une des voies principales de tous les réseaux de flux et en plein dans la région du croissant pétrolier de la Libye.

Je comprends que la communauté internationale tienne à avoir un interlocuteur unique avec qui elle puisse composer pour combattre ce danger mais aujourd'hui elle est obnubilée par la question de la solution nationale d'unité et recherche une solution politique avec des acteurs qui ne sont peut-être pas vraiment importants. Et, pendant ce temps, le virus de Daech se propage à travers la Libye et si ce mouvement suit les mêmes logiques qu'en Irak et en Syrie, on peut être sûr qu'il est en ce moment actif dans toutes les régions de Libye pour créer des cellules, s'implanter, gagner progressivement du pouvoir afin de s'établir sur l'ensemble du territoire.

Le problème, c'est que la communauté internationale suit les sentiers battus de la diplomatie internationale qui continue à s'adresser à ses interlocuteurs habituels tandis que le pays part de plus en plus à la dérive et que le pouvoir est de plus en plus localisé. Même si on arrivait à créer un gouvernement d'unité nationale, il ne serait pas opérationnel avant les prochaines élections. Et très vite cet accord et toutes ces bonnes résolutions seraient réduits à néant car ils n'auraient aucune capacité de changer quoi que ce soit sur le terrain.

C'est mon inquiétude principale. Je pense qu'il faudrait maintenant avoir une réflexion qui aille au-delà de ce projet d'accord et se préoccuper beaucoup plus de la façon dont on peut agir sur le local. Il faut trouver des stratégies qui permettent très

vite de travailler ville par ville, village par village, sur la manière de s'allier avec chaque groupe pour commencer à les aider à développer les institutions de violence légitime qui permettraient progressivement le contrôle du territoire. Je préconise une reconstruction par le bas car il me semble illusoire d'espérer qu'une solution « d'en haut » se traduise « en bas ».

JACQUES WARIN

Merci beaucoup, M.Kartas de nous avoir éclairés sur ces points. Vous nous avez donné une vision assez pessimiste de la situation actuelle : en l'absence de gouvernement d'unité nationale – la médiation onusienne s'étant révélée incapable d'en créer un – on a assisté à la multiplication de milices qui accaparent les ressources en pétrole et en argent de la Libye. Enfin, le « virus » Daech dont vous nous parlez risque de se propager à partir de Syrte, dont vous rappelez opportunément que c'est le cœur de la Libye. Pour le moment, je crois que cela ne concerne qu'une bande côtière autour de Syrte, mais cela peut évidemment progresser.

Après avoir écouté le point de vue des observateurs internationaux, nous allons maintenant entendre le colonel Hogard, président d'EPEE, une société d'intelligence économique qui a eu affaire avec la Libye après 2011, qui va parler des intérêts français – ou européens d'une manière générale – en Libye.

Peut-on dire que la Libye, du point de vue de son potentiel économique, est « un pays d'avenir qui le restera longtemps », comme l'avait dit Clémenceau à propos du Brésil ?

JACQUES HOGARD

Quel avenir pour les entreprises françaises en Libye ?

Je ne suis pas un économiste mais il m'a été demandé de faire un point sur l'économie libyenne dans la perspective d'un intérêt éventuel des entreprises françaises pour ce pays.

Mes prédécesseurs ont parlé d'« économie catastrophique » et d'« économie de prédation ». Je souscris totalement à ces deux termes. J'essaierai, à travers quelques chiffres, de décrire l'état de l'économie libyenne aujourd'hui et les opportunités qu'elle pourrait offrir à l'économie française, aux entreprises françaises.

C'est sous l'uniforme de l'armée française que j'ai commencé à m'intéresser à la problématique des sorties de crise ou de conflit. Nous étions un certain nombre d'officiers à avoir en effet constaté que l'importance de l'engagement militaire de la France pour le rétablissement et le maintien de la paix n'avait pas d'effets économiques à sa mesure, au contraire, sur les théâtres d'OPEX, la plupart des contrats étant remportés par d'autres nations que la France. Cherchant à restaurer un peu les équilibres, nous nous étions intéressés à ces questions. C'est la raison pour laquelle j'ai plongé en août 2011 dans le chaudron libyen. J'ai été alors contacté par un haut fonctionnaire qui avait entendu parler de ma double spécialité d'ancien officier ayant réfléchi à ces questions et de chef d'entreprise dont l'objet est d'amener les entreprises françaises sur des théâtres d'opérations difficiles où il y a d'importantes parts de marché à prendre. Évidemment la Libye s'imposait à tous par le potentiel de richesses qu'elle recèle. Je reçus donc le 24 août 2011 ce message : *« Je crois qu'aujourd'hui nos autorités, concentrées sur les opérations et la victoire, ont négligé la phase de reconstruction, persuadées que la reconnaissance du CNT serait éternelle et ayant sous-estimé le peu d'amour propre de certains pays quand il s'agit de contrats »*. On pourrait ajouter la méconnaissance de la réalité libyenne, des mentalités libyennes et de l'organisation libyenne qui vient d'être évoquée. Je me suis donc engagé en Libye avec ma société et, moins d'un an après, nous en étions repartis, convaincus que nous n'y avions pas notre place dans l'état de délabrement et de désintégration du pays qui était déjà palpable.

Je me souviens qu'en décembre 2011, accompagnant Xavier Emmanuelli, ancien ministre de l'action humanitaire d'urgence, pour proposer aux Libyens un certain nombre de solutions concrètes visant à prendre en compte leurs blessés de guerre, j'avais constaté que nous suscitons beaucoup d'intérêt sans jamais accéder aux bons interlocuteurs. La nécessité de localiser les bons interlocuteurs était une véritable gageure.

J'ai un autre souvenir très précis de cette époque : me trouvant dans l'antichambre du bureau du Premier ministre du CNT, je m'étais entendu dire que mon rendez-vous était remis parce que le Premier ministre était « convoqué » par Abdel Hakim Belhadj, alors chef de la principale milice islamiste à Tripoli ! Ces deux exemples

éclaircit un peu l'ambiance très particulière de cette Libye que j'ai connue pendant quelques mois.

Je commencerai par un coup de projecteur rapide sur l'économie libyenne d'aujourd'hui.

Il s'agit toujours d'une économie de rente puisque le pétrole et le gaz constituent la richesse essentielle de la Libye, quatrième producteur en Afrique de par ses réserves. Le pétrole représente 70 % du PIB, 95 % des recettes de l'État et 98 % de ses exportations. Ce sont des chiffres théoriques puisqu'on vient de dire que l'État libyen est encore aujourd'hui « improbable ».

Depuis 2013, la Libye est en récession. Sa production de pétrole et ses exportations ont chuté de manière drastique. C'est l'effet de la crise politique, largement évoquée ce soir, et du conflit armé qui en résulte. Une situation qui ne s'est évidemment pas améliorée suite à l'effondrement des cours du pétrole, d'où l'importante contraction du PIB en 2014 et le recul de ses recettes (-60 % en 2014). Début 2015 la production de pétrole a repris sans dépasser un quart du potentiel de production pétrolière du pays (environ 400 000 au lieu de 1 600 000 barils/jour).

Il faut aussi évoquer la politique économique des « autorités » partagées. Le secteur public continue d'employer 80 % de la population. Le poids des dépenses de fonctionnement et des subventions est passé de 45 % à 86 % des dépenses totales entre 2010 et 2013. Comme l'a dit M. Kartas, les autorités achètent la paix sociale avec un certain nombre de pratiques peu avouables. Quant au budget développement, il représente le cinquième de ce qu'il était sous Kadhafi.

Les principaux fournisseurs de la Libye sont d'abord l'Italie, dont ce pays est la zone d'influence traditionnelle, puis la Chine et la Turquie. La France qui, avec la Grande Bretagne, a été le principal artisan de la chute de Kadhafi (certes dans des conditions un peu précipitées et insuffisamment pensées quant aux conséquences), ne représente que 4,5 % des importations libyennes aujourd'hui. La nature des exportations françaises est essentiellement aéronautique et agroalimentaire. La France n'exporte quasiment pas de biens de consommation en Libye. Les relations commerciales entre la France et la Libye ont atteint 801 millions d'euros en 2013 mais restent structurellement déficitaires en raison des importations de pétrole (- 2,4 milliards d'euros).

Mais la France est au deuxième rang des principaux clients de la Libye, derrière l'Italie et devant la Chine et l'Allemagne.

Quel avenir aujourd'hui pour les entreprises françaises en Libye ?

Quelques entreprises françaises sont présentes en Libye aujourd'hui, dont un certain nombre y étaient déjà avant la révolution. On peut citer par exemple Vinci. D'autres comme Bouygues ont essayé de s'y implanter, profitant de la chute de Kadhafi, mais la situation qui s'est très fortement dégradée aux plans politique et sécuritaire à partir de 2012 n'a pas permis de pérenniser les efforts.

Aujourd'hui je ne suis saisi d'aucune demande d'accompagnement de sociétés françaises sur la Libye. J'ai en revanche reçu une ou deux demandes de sociétés étrangères européennes qui ont en définitive reculé en réalisant que les conditions politiques et sécuritaires n'étaient pas réunies. Une demande en particulier concernait le sud libyen (le Fezzan), aujourd'hui déchiré entre Toubous et Touaregs dans des conditions d'insécurité totale aggravées par l'absence d'un gouvernement central, d'une politique globale de sécurité qui permette de faire quelque chose de sérieux.

La reprise d'une véritable économie et d'échanges économiques entre la France et la Libye, entre l'Europe et la Libye, ne seront envisageables que lorsque le problème politique et le problème sécuritaire seront enfin réglés. Jusque-là, il faut bien le reconnaître, les investisseurs étrangers, et français en particulier, seront peu enclins à se rendre dans ce pays, malgré son énorme potentiel.

JACQUES WARIN

Les dommages collatéraux de l'intervention en Libye

Avant de passer la parole à Jean-Pierre Chevènement qui donnera des conclusions générales, je dirai quelques mots des dommages collatéraux de l'opération occidentale en Libye, élargissant un peu les propos de Pascal Boniface.

Je tenterai de répondre à deux questions :

- 1/ Quels objectifs poursuivions-nous en Libye ?
- 2/ Quels ont été les résultats de cette opération ?

1/ J'identifie quatre objectifs :

- éviter un nouveau « génocide » (grand mot mis à la mode par Bernard-Henri Lévy), plus exactement éviter un nouveau massacre à Benghazi ;
- renforcer le printemps arabe qui se développait à cette époque en Tunisie et en Égypte ;
- éliminer la Libye comme une des sources principales du terrorisme (ce qu'elle avait été longtemps, du temps de Kadhafi, ce qu'elle n'était plus dans les dix dernières années) ;
- démocratiser les institutions de la Libye.

À cet égard, quels résultats peut-on observer ?

- Il n'y a pas eu de « génocide » à Benghazi. Mais le risque était-il réel ? La question se pose si l'on se souvient des rodomontades effroyables de Kadhafi qui menaçait de massacrer tout le monde. L'aurait-il fait en réalité ? Depuis le déclenchement de la révolte et de la répression en Libye il n'y avait eu « que » 800 morts (on les a comptabilisés plus tard). Auraient-ils été suivis de 10 000, 20 000 à Benghazi ? Personne n'est en mesure de le savoir. Ce qu'on sait en revanche c'est que, entre la date de l'intervention occidentale à Benghazi et celle où Kadhafi a trouvé la mort, le 20 octobre 2011, il y a eu 20 000 morts en Libye. À la suite de l'intervention occidentale il y a donc eu encore beaucoup de morts, auxquels il faut ajouter 800 000 réfugiés à l'intérieur de la Libye.

- Il fallait renforcer le printemps arabe. Après s'être développé largement en Tunisie et en Égypte avec les succès divers que nous connaissons, on ne peut que constater que le printemps arabe s'est arrêté en Syrie et au Yémen.

- Nous voulions éliminer une des sources du terrorisme. Or le rôle accru des milices dont nous a parlé Moncef Kartas montre que le terrorisme prend sa racine dans la multiplication de toutes ces bandes armées et qu'il y a aujourd'hui beaucoup plus de sources potentielles de terrorisme qu'il n'y en avait du temps de Kadhafi. Je réfère à une déclaration récente de Jean-Yves Le Drian, ministre de la Défense affirmant que Tripoli était devenu aujourd'hui un *hub* du terrorisme⁶.

⁶ « *On voit apparaître aujourd'hui des points de connexion, notamment à Derna, en Libye, où Daech essaie de prendre la main. Le creuset de cette connexion est en Libye. C'est là que se trouve Belmokhtar mais aussi Iyad Ag Ghali, le leader d'Ansar-Dine. Le sud de la Libye est devenu un hub terroriste.* » J.-Y. Le Drian , interview du JDD du 28 décembre 2014.

- Enfin, les institutions ont-elles été démocratisées ? Oui, si deux parlements valent mieux qu'un ! Deux parlements, deux gouvernements et une négociation internationale entre les diverses parties : tout cela est un leurre.

On ne peut donc pas parler de résultats probants par rapport aux objectifs recherchés.

2/ En revanche, les dommages collatéraux sont importants.

- Pascal Boniface a parlé de la ruine de la coopération avec la Russie. Il est évident que la Russie ne se laissera pas prendre deux fois à la résolution 1973 qui permettait à toutes les parties de prendre toutes « les mesures nécessaires », en particulier grâce à une zone d'exclusion aérienne, pour protéger les populations civiles. On sait que cette résolution a été largement outrepassée : intervention de troupes au sol de la part des Anglais et des Français, chute et assassinat de Kadhafi ! Selon *Le Monde*, le 2 octobre dernier, répondant à François Hollande qui lui aurait demandé de trouver une solution politique en Syrie, Vladimir Poutine aurait répliqué : « Veux-tu que Bachar finisse comme Kadhafi ? » Je ne sais pas si c'est vrai, mais c'est quand même assez vraisemblable. Cette hypothèque pèse désormais sur tout projet de coopération avec la Russie en vue de trouver une solution à la crise syrienne comme à toutes les crises dans le Proche-Orient.

Ce premier dommage collatéral est considérable.

- Le deuxième est la dispersion de l'arsenal militaire de Kadhafi. Moncef Kartas nous l'a dit, les milices se sont emparées des armes. 15 000 missiles sol-air vendus autrefois par les puissances occidentales – dont la France – se retrouveraient partout en Afrique. Dispersés à travers la frontière libyo-malienne, ces missiles sol-air sont allés au Tchad, au Nigeria, jusqu'en Somalie. D'après les Israéliens – mais faut-il les croire ? – on les retrouve même dans la bande de Gaza.

Donc, voilà un autre dommage collatéral considérable, l'arsenal militaire de Kadhafi se retrouve entre les mains de tous les irresponsables et de tous les groupes terroristes qui agissent en Afrique.

- Un troisième dommage collatéral n'a peut-être pas été assez vu. Il faut se souvenir que les Américains, après avoir longtemps traité Kadhafi comme un voyou et un terroriste dans les années 1980, étaient parvenus à un accommodement avec lui et, en 2003, avaient réussi à lui faire admettre, pour prix de sa réintégration dans la

communauté internationale, la dénucléarisation de la Libye, c'est-à-dire le renoncement de la Libye à toute prétention nucléaire.

Aujourd'hui la Libye n'a sûrement pas les moyens de se doter de l'arme nucléaire, mais si demain les États-Unis proposent un marché semblable... à la Corée du Nord, par exemple, Kim Jong-un se souviendra peut-être de la façon dont a été traité Kadhafi auquel on avait fait de belles promesses en échange de la dénucléarisation de son pays.

- Le quatrième dommage collatéral est la fracture ouverte au Proche-Orient. Aux divisions préexistantes s'ajoute aujourd'hui une fracture entre d'un côté les régimes qui, hostiles à une solution occidentale, soutiennent Tripoli, c'est-à-dire, d'un côté, les « islamistes » (pas si islamistes que ça), que sont la Turquie, le Qatar, le Soudan, et, de l'autre, les « pro-Haftar », c'est-à-dire tous les autres. La solution Haftar, qui s'est évanouie, était en effet soutenue par toute la communauté internationale, dont l'Égypte, particulièrement intéressée à une solution en Libye.

Le dommage collatéral le plus grave est aujourd'hui cette fracture ouverte entre les différents régimes qui se partagent le monde arabe et proche-oriental (Turquie, Syrie, Égypte etc.).

Au vu de tous ces dommages, on peut se demander si le jeu en valait la chandelle. Mais à l'heure actuelle il s'agit, comme nous l'ont expliqué Jean-Marie Safa et Hasni Abidi, de reconstruire la Libye. Peut-être y a-t-il en effet une lueur d'espoir avec cette solution onusienne...

C'est là-dessus que je voudrais conclure : Espoir toujours !

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Répondant à l'invitation de Jacques Warin, j'essaierai de donner le sentiment de la longue durée en ajoutant à ses réflexions très pertinentes une réflexion plus générale.

De nombreux États sont très fragiles : la Libye, l'Irak, la Syrie, beaucoup d'autres en Afrique et de par le monde.

Jusqu'en 1990 il y avait un ordre bipolaire, qui valait ce qu'il valait. Pascal Boniface a rappelé un certain nombre d'antécédents, en particulier la résolution de l'ONU

autorisant l'intervention contre l'Irak le 29 novembre 1990⁷. L'URSS de l'époque avait voté cette résolution en obtenant, par un amendement proposé par M. Chevardnadze, qu'au libellé « autorise l'emploi de la force » soit substitué un autre libellé « autorise l'usage des moyens nécessaires ». Il faut replacer ce fait dans son contexte : à l'époque, M. Gorbatchev et M. Chevardnadze s'en étaient remis aux États-Unis du soin de régler la suite, non seulement en Irak mais en Europe et partout ailleurs. Si je reviens sur cette première résolution de l'ONU, c'est qu'il y en a eu une deuxième, en 2011 (Résolution 1973 du 17 mars 2011 qui se donnait pour objectif d'assurer la protection de la population civile libyenne) où la Russie a fait confiance aux États-Unis, à la France, à la Grande-Bretagne, pour gérer cette notion complexe de « responsabilité de protéger ».

La réalité, me semble-t-il, c'est qu'à la bipolarité s'est substituée une unipolarité qui, au départ hyperpuissance, est devenue chaos, et qu'on n'a pas substitué à l'ordre bipolaire un autre ordre international parce qu'on s'est passé de l'ONU.

La première guerre du Golfe avait été décidée le 3 août 1990, dès le lendemain de l'entrée des forces spéciales de l'armée irakienne sur le sol koweïtien – prétexte attendu –, dans le cadre d'une politique américaine dont le but était de manifester clairement que « le syndrome de la guerre du Vietnam était enterré pour toujours dans les sables de l'Arabie » selon les mots de George Bush père annonçant, le 2 mars 1991, un « nouvel ordre mondial » aux couleurs de l'Amérique. Je vous renvoie à une petite brochure publiée par l'Institut François Mitterrand (éditions de Maule) qui recueille les témoignages d'anciens responsables (dont le mien). Roland Dumas y raconte que, le 3 août, François Mitterrand le convoqua pour lui demander si la France devait se joindre à cette guerre décidée par les États-Unis dont le président Bush venait de l'informer. Roland Dumas comprit très vite que la décision était prise. C'est ainsi que les choses se sont passées. Le reste peut nourrir chroniques, variations diverses, mais là est la réalité, aussi surprenante soit-elle.

⁷ Le 29 novembre 1990, le Conseil de sécurité adoptait la résolution 678, par laquelle « *il autorise les États membres qui coopèrent avec le gouvernement koweïtien, si, au 15 janvier 1991 l'Iraq n'a pas pleinement appliqué les résolutions susmentionnées conformément au paragraphe 1 ci-dessus, à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660 (1990) et toutes les résolutions pertinentes adoptées ultérieurement et pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région* »

Les États-Unis n'ont pas bâti de nouvel ordre mondial et l'on est frappé par la grande myopie des politiques appliquées :

L'engagement de l'Irak, qui dura treize ans, de 1990 à 2003, se termina par l'invasion de 2003 et la destruction de l'État irakien, un État fragile qui tenait par l'effet d'une dictature dont on a tout dit mais que l'on n'a pas remplacée. Après avoir détruit l'État irakien, son administration, sa police, son armée, on a récolté des affrontements interconfessionnels, des règlements de comptes... ce qui n'est pas si différent de ce qui se passe en Libye. En réalisant un changement de régime qui n'était pas autorisé par le CSNU, nous avons fait en Libye ce qu'on a reproché aux Américains d'avoir fait en Irak en 2003.

Il est très facile de mettre à bas un État qui existe très peu. Et beaucoup d'États existent très peu. Je pense notamment à la Centrafrique où il y a des coups d'État mais... pas d'État.

En ce qui concerne la Libye, je nuancerai un peu le propos de M. Safa, repris par M. Abidi, selon lequel il n'y avait absolument rien avant la révolution. Il y avait les trois vilayets ottomans de Tripoli, Benghazi et du Fezzan, réunis par les Italiens, puis l'indépendance, le royaume du roi Idriss et la tutelle anglo-saxonne, jusqu'au « coup d'État du colonel Kadhafi en 1969, avec la Jamahiriya libyenne, sa rhétorique, son idéologie. etc. Tout cela avait-il façonné un sentiment d'appartenance ? C'est très discutable, je ne l'affirmerai pas. Mais je pense que c'était un peu plus que rien.

À propos de l'Irak, on évoque toujours les frontières dessinées par Sykes-Picot. Mais celles-ci plaçaient tout le Kurdistan dans la zone d'influence française (régions de Mossoul, Kirkouk etc.). C'est après que des arrangements sont intervenus, à la suite du traité de Lausanne, en 1923⁸, que le Kurdistan fut rétrocédé à l'Irak, sous mandat britannique.

Donc, autour de deux grandes capitales du monde arabe, Damas et Bagdad, deux États, qui valaient ce qu'ils valaient, avaient quand même une certaine réalité. Une politique sensée consiste à ne pas remettre en question les frontières des États, parce que les États se construisent dans la longue durée (nous-mêmes en savons quelque

⁸ Dernier traité de paix de la Première Guerre mondiale, le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 remplace le traité de paix signé à Sèvres, le 10 août 1920, qui imposait à l'ancien Empire des conditions humiliantes et met fin aux multiples différends qui opposèrent les Turcs aux puissances Alliées victorieuses. Seul l'avenir de la province de Mossoul n'est pas véritablement fixé. Les Britanniques, qui occupent l'Irak, s'opposent à ce qu'elle soit rattachée à un Kurdistan turc. Le 16 décembre 1925, la Société des Nations octroie à titre définitif la région de Mossoul à l'Irak, donc aux Britanniques.

chose, la France a plus de mille ans !), c'est un travail qui se réalise sur les siècles. Or, au gré de décisions prises par des hommes à courte vue, ont été décidées des interventions dont nous récoltons l'effet, c'est-à-dire le chaos. Cela nous a été très bien expliqué par le professeur Badie : si $1+1=2$, $2-1$ n'est pas égal à 1 mais à zéro⁹, c'est-à-dire que l'effondrement de l'Union Soviétique a abouti à une non-gouvernance mondiale et au développement d'un chaos dont le Moyen-Orient offre le triste spectacle, comme, plus près de nous, la Libye.

Ces deux résolutions de l'ONU, évoquées par Pascal Boniface, sont tout à fait éclairantes parce qu'elles nous permettent de comprendre l'origine du chaos. Dans les deux cas, plus qu'un malentendu, il y a peut-être une certaine naïveté, en tout cas un défaut d'accord qui va se répercuter sur le terrain.

Ceci m'amène à la nécessité de recréer un ordre international, ce qui ne peut être fait que dans le cadre de l'ONU qui représente la légalité internationale. D'aucuns parlent de l'inefficacité de l'ONU, évoquent des blocages... Mais il n'y avait pas de blocage en 1990 ! Il n'y avait pas de blocage en 2011 ! On voit où cela a conduit. La vraie perspective, pour la Libye comme pour l'Irak et la Syrie, est la recherche d'un accord, au moins entre les puissances membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU. En effet, qu'on le veuille ou non - on le voit aujourd'hui en Syrie - ce sont elles qui ont la main, en particulier les États-Unis et la Russie. Si cette voie de bon sens n'est pas empruntée, si on ne veut pas revenir à des choses simples, on ne fera qu'allonger la liste de malheurs toujours plus grands « et qui iront toujours grandissant ». Nous avons besoin d'un ordre international et il n'y en a pas d'autre que dans le cadre de l'ONU. Par conséquent, il faut que les principales puissances membres du Conseil de sécurité de l'ONU interviennent en Irak, en Syrie mais aussi en Libye.

⁹ « George H. Bush, le président américain le plus critique à l'égard du pouvoir israélien, se voyait déjà capable, conférence de Madrid « en tête », de dicter la paix au Moyen-Orient : en l'absence de marchandage américano-soviétique, le président des États-Unis devenait le « Salomon » de ce jeu d'arbitrage. C'était oublier que si $2-1=1$ en mathématiques, $2-1=0$... dans les relations internationales (science bizarre où les règles mathématiques élémentaires ne fonctionnent pas !), » extrait de l'intervention de M. Bertrand Badie (*L'impuissance des puissances. Israël – Palestine : un conflit septuagénaire*) lors du colloque « Le Moyen-Orient dans la politique étrangère des puissances » organisé par la Fondation Res Publica le 29 juin 2015 (http://www.fondation-res-publica.org/L-impuissance-des-puissances-Israel-Palestine-un-conflit-septuagenaire_a900.html)

J'ai entendu évoquer des sanctions financières, des sanctions pénales, judiciaires, qui viseraient un certain nombre de personnes récalcitrantes à l'accord que propose M. Bernardino León, le représentant de l'ONU. Mais ces sanctions n'auront de valeur que si elles sont adoptées par toutes les puissances membres du Conseil de sécurité. Et imagine-t-on qu'il puisse y avoir un accord sur la Libye s'il n'y a pas un accord sur l'Irak, la Syrie, États qu'il faudra restaurer dans leurs frontières et aux peuples desquels il faudra donner la parole ? Naturellement, il faut essayer de rendre ces États plus vivables pour leurs populations. Mais soyons modestes, il est très difficile de rendre un État meilleur qu'il n'est et non seulement les interventions extérieures n'y contribuent pas toujours mais elles aboutissent généralement à l'effet opposé, comme on l'a vu dans tous les cas qui nous occupent. Car la première guerre du Golfe a abouti... à la deuxième ! Et le résultat final fut l'explosion du terrorisme djihadiste sunnite. Le régime des ayatollahs était déjà installé en Iran mais on a vu surgir Oussama Ben Laden et sa légion arabe, devenue Al-Qaida. Puis on a vu l'Iran émerger comme la puissance principale au Moyen-Orient. Nous en sommes là aujourd'hui. Le reste, ce sont des conséquences qu'il suffit de dévider des causes que j'ai fait observer.

Il faut donc certainement revenir à l'ONU, revenir à l'idée d'un ordre international et à l'idée qu'on ne peut se passer ni de la Russie ni des grands pays émergents, avec lesquels il faut trouver des zones d'accord. Pour le moment, en tout cas en Syrie, c'est avec la Russie qu'il faut trouver un accord.

Si j'ai fait ce détour par la Syrie c'est que je pense qu'il ne peut pas y avoir de solutions séparées. Une vue d'ensemble, une vue globale est nécessaire. Quand on a quitté l'ordre bipolaire du monde, il y a vingt-cinq ans, on n'a pas recréé pour autant un nouvel ordre. C'est ce qu'il faut faire. C'est très difficile, cela demandera beaucoup de talent, de persuasion, peut-être même un peu de contrainte... C'est dans cette voie qu'il faut certainement s'engager.

Débat final

HASNI ABIDI

Vous avez raison, l'intervention militaire est l'action la plus mauvaise mais elle est la suite de la répression violente exercée par un régime autoritaire. Dans le cas syrien et surtout dans le cas libyen, contrairement au cas tunisien, la réponse du régime n'était pas la plus appropriée. C'est ce qui a contribué à la radicalisation de la rue et, probablement, différé la solution politique. Le régime tunisien, en tout cas, n'a pas réagi de la même façon que le régime libyen l'avait fait face aux manifestants qui, à Benghazi, demandaient la libération de l'avocat Fethi Tarbel. Il est important de dire que parfois les régimes autoritaires creusent leur propre tombe en choisissant l'option la plus mauvaise.

Vous avez raison, les États se construisent dans la longue durée. Mais les constructions démocratiques aussi. Nous sommes un peu impatients, un peu injustes avec certaines populations. Je ne suis pas culturaliste mais on ne peut pas comparer la séquence libyenne à la séquence tunisienne en raison de l'existence en Tunisie d'une classe moyenne « connectée » et d'une offre politique très intéressante qui a d'ailleurs été ensuite le moteur de cette transition.

Quand je parlais du vide libyen, je ne voulais pas dire qu'il n'y avait rien. J'utilise les vols Air Libye, cela veut dire qu'il y a une compagnie pour aller à Tripoli. Il y avait des hôtels qui fonctionnaient, des universités... Mais, du temps de Kadhafi, il n'y avait même pas d'armée digne de ce nom. En effet, étant lui-même issu d'un coup d'État militaire, il s'était empressé de développer les « brigades de sécurité » et de réduire à néant l'armée classique, l'institution militaire. C'est pourquoi j'ai parlé de vide parce qu'on n'avait pas d'institutions et, face à ce vide, on a inventé ce CNT composé par des personnalités de l'étranger.

Enfin je trouve que vous êtes un peu injuste avec M. Safa et moi en réduisant notre analyse à une lecture romantique. En Libye il y a certes des éléments de fracture mais les éléments de construction sont là. Quand il y a un épuisement de deux parties, la troisième partie peut contribuer à trouver une solution. D'une manière générale, notre déception est le résultat d'attentes un peu exagérées. Donnons du temps au temps. Il faudrait, c'est vrai, revoir un peu le logiciel qui a été appliqué à la Libye. Je vis à Genève et j'ai assisté de loin à des négociations, à une dynamique de paix qui n'existait pas auparavant : jamais en effet on n'avait vu des chefs de

municipalités ou des députés libyens négocier sur l'avenir de leur pays. Sous Kadhafi le parlement libyen n'était plus qu'une chambre d'enregistrement. C'est vrai que les États se construisent dans la durée mais la construction des institutions est la chose la plus difficile.

JACQUES WARIN

Je maintiens que depuis quatre ans la situation n'a fait que s'aggraver. La tentative de reprise en main par le général Hafter, en 2014, aurait pu conclure à une situation « à la maréchal Sissi » qu'au fond tous les Occidentaux auraient approuvée : la remise en ordre du pays par un militaire. Ce n'est pas du tout ce qui s'est passé, le général Hafter s'est effondré et la suite est maintenant entre les mains des Nations Unies. En tant qu'ancien diplomate, j'ai toutes raisons de vouloir croire dans les solutions des Nations Unies mais elles sont longues à voir le jour et je crains en Libye une situation de pourrissement à la somalienne, *horresco referens* quand l'on sait – ou plutôt on ne sait pas – ce qui se passe en Somalie.

DANS LA SALLE

En écoutant l'ambassadeur Warin, j'aurais aimé que ses propos soient entendus par Mme Robichon, ambassadrice de France au Cameroun. Le 28 avril dernier, le ministre tchadien de la communication a révélé au cours d'une conférence de presse à Yaoundé, au Cameroun, que l'essentiel de l'armement de Boko Haram – qui sévit dans toute la région du lac Tchad, Cameroun, Niger, Nigeria, Tchad – provenait à 80 % de la France. Tollé général car cela embrasait le sentiment anti-français que le président François Hollande a découvert lors de sa courte visite locale à Yaoundé (de 16h à 22h). Je crois qu'à travers un langage de vérité et de clarté comme celui qu'a tenu l'ambassadeur Jacques Warin, qui procède de l'analyse, qui consonne avec ce qu'a dit Pascal Boniface en termes de structuration d'un nouvel ordre mondial et de mise en perspective de ces questions, on pourrait arriver effectivement à comprendre les ressorts de ce qui se passe aujourd'hui à travers cette prolifération du terrorisme mais également à trouver les solutions.

On a commencé à analyser le conflit opposant Boko Haram au Nigeria, au Cameroun, comme une guerre asymétrique. On a dit que c'était un groupe terroriste

mais le Cameroun est attaqué depuis deux ans et le Nigeria depuis plus de dix ans ! Un langage de vérité, de clarté, est nécessaire pour cesser d'alimenter chez les populations africaines ce sentiment anti-français qui est plus fort qu'on ne le pense et qui grève considérablement les relations entre cette ancienne puissance coloniale qui accueille beaucoup d'Africains et des pays comme le Cameroun, le Tchad, le Niger, le Congo où prospère effectivement ce sentiment anti-français.

M. Boniface, repris par M. Jean-Pierre Chevènement, a évoqué un nouvel ordre mondial. Sur quoi cet ordre mondial reposerait-il ? On a vu dans votre discussion qu'on achoppait sur la question des valeurs. Les propos sur la démocratisation, la liberté, les droits de l'homme, sont perçus par beaucoup comme une escroquerie, une arnaque. En Afrique, les attentes vis-à-vis de la France diffèrent selon les intérêts, selon les relations personnelles entre les chefs d'État ou selon l'histoire qui lie ces pays à la France. Donc, sur quel ordre, sur quelles valeurs partagées, fonderait-on ce nouvel ordre mondial ? Sur quelles structures reposerait-il ?

La question de la réforme du Conseil de sécurité piétine depuis quelques années : quand on avait évoqué un élargissement, beaucoup de pays africains attendaient qu'au moins un pays africain ou un autre pays émergent pourrait intégrer ce Conseil de sécurité.

Je vous remercie.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Vous avez eu raison d'insister sur la réalité d'un sentiment anti-français dont je crois que nous ne sommes pas assez conscients en France.

S'agissant de la provenance des armes utilisées par Boko Haram, je ne vois pas les faits qui permettraient d'étayer cette thèse de leur origine française. Il ne suffit pas de prêter l'oreille à une rumeur et je ne pense pas que ces livraisons aient été faites directement. Peut-être s'agit-il d'armes détournées ou livrées à Kadhafi à d'autres périodes mais, dans cette hypothèse, il n'y aurait pas que des armes françaises.

Pour le reste, « la vie est lente et ... l'Espérance est violente ». L'ordre international c'est l'ONU, telle qu'elle est. On peut essayer de la réformer mais cela prendra du temps. La présence au Conseil de sécurité de la Russie, de la Chine et de membres non permanents assez régulièrement représentés offre des possibilités de dialogue et de prise en compte de sensibilités différentes. La Chine est la puissance qui monte au

XXI^{ème} siècle, la Russie pèse son poids. Il y a là l'amorce d'une nouvelle bipolarité naissante.

DANS LA SALLE

J'aimerais savoir pour quelles raisons le printemps arabe s'est arrêté en Syrie.

JACQUES WARIN

Quand j'ai dit qu'il s'était « arrêté en Syrie », c'était une formule qui voulait dire qu'à l'exception des troubles à Bahreïn, il n'y a pas eu dans le monde arabe d'autre pays qui ait manifesté une tentative de révolte après avril 2011.

DANS LA SALLE

Ma première question porte sur la gestion des ressources pétrolières et gazières en Libye. Sont-elles aux mains de milices locales ou des « gouvernements » ?

Ma seconde question va peut-être paraître un peu naïve. Serait-il possible de mettre en place des politiques économiques restrictives pour améliorer, en tout cas encourager la gestion diplomatique de la crise en Libye ?

JACQUES HOGARD

Les ressources sont aujourd'hui l'objet d'un certain nombre de précautions parce que les zones d'extraction pétrolière relèvent de zones d'influence qui correspondent au partage actuel de la Libye en clans. C'est vrai aussi en Syrie, en Irak. Qui achète à qui ? C'est une vraie question. Je ne peux pas vous donner la réponse parce que je ne l'ai pas.

Quand on a affaire à une multiplicité d'acteurs difficiles à identifier, la mise en œuvre de mesures coercitives est assez compliquée. On a parlé de Daech, puissance émergente au cœur de la Libye d'aujourd'hui qui contrôle quelques centaines de kilomètres de la côte... Face à cette réalité on ne peut pas grand-chose, si ce n'est

essayer d'inciter les acteurs politiques et militaires locaux – je pense par exemple aux milices de Misrata – à trouver des accords avec leurs frères ennemis d'hier pour tenter de contenir l'émergence de Daech. Mais Daech est un pouvoir étatique, totalitaire et économique. Que fait-on contre ces gens-là ? C'est une bonne question à laquelle je n'ai pas de réponse.

HASNI ABIDI

Il y a deux ministères de l'économie, deux ministères du pétrole. Les compagnies pétrolières de l'époque Kadhafi existent toujours. Leur siège général n'est pas à Tripoli mais plutôt à l'étranger, à Amsterdam ou à Monaco. Comme les autres grandes sociétés pétrolières, elles achètent du quota, non seulement sur le marché libyen mais aussi sur d'autres marchés. On constate une baisse vertigineuse de la production de pétrole libyen, pour des raisons de sécurité et surtout à cause du départ des expatriés qui étaient présents sur le sol libyen. Mais la production continue et il y a une redistribution de l'argent, c'est-à-dire que les caisses libyennes ne sont pas vides. Kadhafi, quand il est parti, n'a pas vidé les caisses, il faut le reconnaître. Une bonne partie des sites sont contrôlés par des brigades de sécurité mais, comme l'a dit Moncef Kartas, ces révolutionnaires perçoivent une rente qui provient du ministère de la Défense ou du ministère de l'Intérieur. Donc, en fait il y a une autorité, il y a une tutelle sur ces « sociétés de sécurité ». Le côté Misrata et Tripoli, le port le plus important, est le plus actif en termes d'import et d'export parce que la région est beaucoup plus stabilisée que la région de l'est. Mais du côté de l'est il y a aussi un mouvement pétrolier et chaque entité commerce avec d'autres sociétés.

JACQUES WARIN

La plus grande partie des puits de pétrole se situent en Cyrénaïque, au sud de Benghazi. Il importe pour les milices de contrôler ces puits. Curieusement, à Misrata, où se trouvent les milices les plus puissantes, il n'y a absolument aucun puits de pétrole mais les réseaux sont tels qu'on imagine bien que Misrata est irriguée par des revenus pétroliers.

D'une manière plus générale, on observe que les exploitations de pétrole sont étonnamment peu affectées par les guerres civiles. M'étant moi-même rendu en Irak à l'époque du Kurdistan autonome en 1995, j'avais été frappé de voir que les puits continuaient d'être exploités par les Kurdes ou par des populations hostiles à Saddam Hussein qui pouvaient faire transiter du pétrole jusqu'en Turquie par convois entiers. Donc le pétrole continue à être exploité d'une manière intensive en Libye même si l'exploitation a subi une décote d'environ 60 %, comme nous l'a dit Jacques Hogard (le potentiel de production aujourd'hui est réduit à 30 % de ce qu'il était en 2001). Mais c'est suffisant pour alimenter les milices et les gouvernants rivaux.

HASNI ABIDI

Il y a un nombre important de raffineries pétrolières à la lisière, sur la frontière entre l'est et l'ouest. Le grand centre pétrolier Ras Lanouf est situé juste entre la partie contrôlée par l'armée de « *Karama* » (Dignité) de Khalifa Haftar et la partie ouest. C'est comme s'il y avait une forme de *modus vivendi* entre les deux parties. D'ailleurs, l'envoyé spécial des Nations Unies travaille aussi sur ce point pour trouver des arrangements.

DANS LA SALLE

Tout le monde s'accorde pour parler du « chaos » libyen. C'est une catastrophe, d'abord pour le peuple libyen, mais aussi pour le Sahel, où se trouvent actuellement de nombreuses armes, et pour l'Europe.

Au départ l'opération libyenne avait été remarquablement préparée diplomatiquement : une légère modification du libellé d'une résolution avait permis de « rouler dans la farine » les Russes et les Chinois. L'opération militaire avait été menée de main de maître : avec quelques avions et des forces spéciales remarquablement efficaces, on avait fait tomber un régime.

Et voici que les mêmes acteurs se révèlent incapables de gérer la situation qu'ils ont provoquée !

Comment expliquer cette étonnante incompétence succédant à la remarquable compétence du départ ?

La réponse est assez simple, Monsieur : il faut faire un usage proportionné de la force, ne pas l'utiliser de manière inconsidérée mais toujours à bon escient. Quand on renverse un État que l'on juge inexistant ou peu satisfaisant, on ne le remplace que par le vide, donc le chaos.

Vous incriminez l'absence de culture d'un certain nombre de responsables politiques. Le principe de réalité était autrefois davantage pris en compte mais, depuis une vingtaine d'années, une idéologie « droitdel'hommiste » s'est développée qui prétend régenter les sociétés humaines à partir d'un certain nombre d'idées qui souvent servent de prétexte ou de pare-feu et donnent lieu à certaines manipulations.

Il n'est pas de politique solide qui ne prenne en compte les réalités du terrain. Or très peu nombreux étaient ceux qui, dans la classe politique française, connaissaient l'Irak, savaient qu'il y avait dans ce pays une majorité de Chiïtes, un quart de Sunnites, les Kurdes, les Yézidis, les Chrétiens, les Chaldéens... Très peu de gens connaissaient vraiment l'Irak et sa culture, sa réalité, l'histoire des courants politiques, le Baas, les partis Chiïtes comme al Da'wa ou d'autres encore. Très peu de gens s'intéressaient vraiment à ce qui allait ensuite réémerger (...et leur sauter à la figure !). Nous avons trop souvent affaire à des gens qui cassent la porcelaine qu'ensuite il faut recoller. Quand la porcelaine est cassée en mille morceaux c'est assez difficile.

Cela ne veut pas dire que les Chinois et les Russes étaient les gardiens de la légalité internationale. Il faut quand même relativiser les choses.

Selon un des membres du CNT, « pendant que les Chinois disaient que cette révolution avait été déviée de son objectif, les diplomates chinois étaient à Benghazi pour négocier des contrats et leur avenir en Libye ».

Quant à prétendre que la Russie a été « roulée dans la farine »... Les diplomates russes étaient-ils naïfs au point ne pas penser que cette résolution allait être détournée de son sens ? J'ai de la peine à le croire.

Les pays qui ont appelé à cette guerre seraient « les méchants »... j'ai un peu de la peine à croire à cette version. Les Occidentaux, les Russes et les Chinois n'étaient pas

les seuls à vouloir le respect scrupuleux du Conseil de sécurité, il y avait aussi d'autres pays (la Jordanie, les Emirats etc.).

Les Russes avaient d'autres objectifs. Évidemment ils savaient très bien que cette opération allait être un véritable borbier où s'enliseraient les Américains et qu'ils allaient tirer leur épingle du jeu en s'opposant à cette expérience. Ils sont d'une redoutable froideur et de négociation. Je ne crois pas un seul instant que les Russes aient été « roulés dans la farine » ou dépassés par les Américains ou les Français.

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Permettez-moi de vous apporter non une contradiction mais un autre point de vue. Je pense qu'on ne peut pas comprendre l'attitude de la Russie en 2011 si on ne se souvient pas que M. Medvedev, alors président de la Russie, avait une approche des relations internationales, des relations avec l'Occident, assez différente de celle de M. Poutine. Disons qu'il y a plusieurs écoles de pensée plus ou moins dures, molles, réalistes... Il me semble quand même que les Russes ne s'attendaient pas à ce que la notion de « responsabilité de protéger » soit traitée comme elle l'a été. Peut-être ont-ils été naïfs, peut-être s'attendaient-ils à une opération coup de poing. Nous avons vu la suite, en 2012, avec la réélection de M. Poutine comme président de la Fédération de Russie.

MONCEF KARTAS

La question est assez intéressante car elle montre le dilemme auquel nous sommes confrontés et le cynisme politique qui consiste à parler de « nouvel ordre international ».

Quand on lit les projets de développement du type de ceux de la Banque mondiale pour les différents pays, il faut, pour les comprendre, parcourir très vite les grands principes et les idées généreuses énumérés dans le préambule et aller directement au chapitre des budgets. On voit alors que ceux-ci sont incommensurables avec les budgets considérables que les États sont prêts à consacrer aux interventions militaires. D'ailleurs des manuels élaborés par les armées ou les guérillas en font un exercice facile pour faire tomber un régime, sans vouloir sous-estimer le travail des militaires, loin de là, mais ce sont des principes de fonctionnement qu'on connaît

assez bien. Reconstruire une police à partir de presque rien est en revanche difficile et nécessite de comprendre la situation dans laquelle elle se trouve, son histoire. En effet, on ne travaille pas dans un contexte vide, mais on doit prendre en compte de nombreuses réalités. Or, on dispose pour cela de budgets ridicules, sans aucun suivi ni aucun intérêt. D'ailleurs ce travail de fourmi ne fait pas la une de la presse. Médiatiquement, il se vend beaucoup moins facilement qu'une belle élection qu'on peut présenter comme « *fair and democratic* ». Ce modeste travail du quotidien demande énormément de budget et, en phase d'expérience, il ne peut s'appuyer que très peu de manuels, très peu de connaissances. Moi-même je travaille et j'ai travaillé en Libye, en Tunisie et dans d'autres pays sur ces questions de la sécurité, de soutien à la réforme sécuritaire et je peux témoigner que ce sont des questions très difficiles où on a très peu de savoir réel et de méthodes éprouvées. Dans le monde académique, dans la recherche sur ces questions, on ne dispose aujourd'hui que de mythes, d'idées toutes faites sur ce qu'est un État, une police. Mais on n'a aucune notion réelle de leur émergence historique. Très peu de travaux récents traitent de l'émergence historique de la police, de l'armée. Et le travail sur des projets concrets, dans des « conditions de laboratoire », est infiniment plus difficile que ne le laissent croire les « *catch words* » qui sont lancés. Les logiques de financement de projets ne sont pas du tout adaptées à cette réalité. Et, parce que personne ne veut parler de façon réaliste et honnête de ce problème, nous nous sentons un peu comme des souris en cage qui courent inlassablement dans une roue sans réellement avancer. D'ailleurs, quand bien même avancerions-nous, comment justifier une intervention quand on ne peut prévoir ce qui se passera après cette intervention ?

JEAN-PIERRE CHEVENEMENT

Merci, M. Kartas. Pour appuyer ce que vous venez de dire, j'évoquerai la reconstruction des forces armées maliennes. Selon un responsable de la Défense que j'interrogeais récemment, la mission européenne EUTM (*European Union Training Mission in Mali*) a réussi, depuis 2013, à former 5000 soldats, soit cinq bataillons au total pour un territoire grand comme trois fois la France !

Détruire un État, même imparfait, est facile. Mais reconstruire un État qui ne sera d'ailleurs pas forcément plus parfait est très difficile. C'est un appel à la prudence que je lance.

Merci beaucoup d'être venus à ce colloque. Je remercie particulièrement nos intervenants.

PUBLICATIONS RECENTES

UNE POLITIQUE DU TRAVAIL

Colloque du 9 janvier 2012

LA RÉFORME DES BANQUES

Colloque du lundi 23 janvier 2012

APPROCHES THÉORIQUE ET PRATIQUE D'UNE MONNAIE COMMUNE

Table ronde du lundi 13 février 2012

L'EURO MONNAIE UNIQUE PEUT-IL SURVIVRE ?

Colloque du lundi 24 septembre 2012

L'ESPRIT DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Table ronde du lundi 26 novembre 2012 autour d'Arnaud Montebourg

LES ÉTATS ÉMERGENTS : VERS UN BASCULEMENT DU MONDE ?

Colloque du lundi 10 décembre 2012

OCCIDENT ET MONDIALISATION

Colloque du lundi 21 janvier 2013

LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE

Colloque du lundi 11 février 2013

NOUVEAU PACTE SOCIAL : MODE D'EMPLOI

Colloque du mardi 21 mai 2013

LA FRANCE ET L'EUROPE DANS LE NOUVEAU CONTEXTE ÉNERGETIQUE MONDIAL

Colloque du lundi 17 juin 2013

LE PROJET DE MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

Colloque du lundi 16 septembre 2013

L'EXCEPTION CULTURELLE

Colloque du lundi 14 octobre 2013

REFAIRE L'EUROPE ?

APERÇU RETROSPECTIF ET ESQUISSE D'UNE POLITIQUE

Colloque du lundi 2 décembre 2013

L'EUROPE SORTIE DE L'HISTOIRE ? RÉPONSES

Table ronde du lundi 20 janvier 2014

LE MAGHREB ET SON NORD

Colloque du lundi 17 février 2014

GUERRES DE RELIGIONS DANS LE MONDE MUSULMAN ?

Colloque du lundi 31 mars 2014

LA GUERRE DES MONNAIES ?

Colloque du lundi 28 avril 2014

**ÉTATS-UNIS - CHINE, QUELLES RELATIONS ?
ET LA RUSSIE DANS TOUT CELA ?**

Colloque du lundi 2 juin 2014

LA RÉFORME BANCAIRE : POMME DE DISCORDE ?

Colloque du lundi 23 juin 2014

LA RUSSIE EN EUROPE

Colloque du mardi 23 septembre 2014

RÉPUBLIQUE ET NUMÉRIQUE

Colloque du lundi 28 octobre 2014

LE ROYAUME-UNI ET L'EUROPE

Colloque du lundi 8 décembre 2014

QUE PEUT FAIRE LA FRANCE EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ?

Colloque du lundi 15 décembre 2014

L'INGERENCE

Colloque du lundi 19 janvier 2015

LA FRANCE ET LA REPUBLIQUE FACE A LA RADICALISATION

Colloque du lundi 9 mars 2015

**L'EURO EST-IL SOUTENABLE ?
LE NOUVEAU TEST DE LA GRECE**

Colloque du lundi 13 avril 2015

QUEL MODELE DE REINDUSTRIALISATION POUR LA FRANCE ?

Table ronde du lundi 1^{er} juin 2015

**LE MOYEN-ORIENT
DANS LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE DES PUISSANCES**

Colloque du lundi 29 juin 2015

L'UKRAINE

Table ronde du lundi 14 septembre 2015

QUEL MODELE TERRITORIAL POUR LA REPUBLIQUE ?

Colloque du lundi 28 septembre 2015

QUEL AVENIR POUR LA LIBYE ?

Colloque du lundi 26 octobre 2015

NOTES ET ETUDES :

Parues récemment :

- **Daniel Bloch**, ancien Président d'université, ancien Recteur, ancien Directeur des enseignements supérieurs, et Pierre Hess, Inspecteur de l'Education nationale : « **Apprendre à parler, à penser et à vivre ensemble** »
- **Jean-Michel Naulot** membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, auteur de « *Crise financière - Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Le Seuil, 2013) : « **Le défi Tsipras** » (tribune parue dans Libération le 14 avril 2015)
- **Kevin Limonier**, Docteur en géopolitique, Institut Français de Géopolitique (Université Paris 8) et **David Amsellem**, Docteur en géopolitique au Centre de Recherche et d'Analyse Géopolitique (CRAG), Université Paris VIII : étude cartographique réalisée pour la Fondation Res Publica : « **Que peut faire la France en Afrique subsaharienne ?** »
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **Pour les marchés, le risque sur la dette française reste sept fois plus important qu'avant la crise** » (tribune parue dans La Tribune le 8 octobre 2014)
- **Dominique Garabiol**, Professeur associé à Paris-8, membre du Conseil scientifique de la fondation Res Publica : « **La monnaie unique est déjà morte. Vive la monnaie commune !** » (entretien paru dans Marianne le 22 août 2014)
- **Jean-Michel Naulot**, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Crise de l'euro : regarder les réalités en face** »
- **Jean-Michel Quatrepoint**, journaliste économique, et **Jean-Luc Gréau**, économiste, membres du conseil scientifique de la Fondation Res Publica : « **Pour sortir de la déflation, repenser la zone euro** »

NOTES DE LECTURE :

Parues récemment :

- **Quelles alternatives pour sortir du piège de l'euro ?**, note de lecture du livre de Hans-Werner Sinn « *The Euro Trap: on bursting bubbles, budgets and beliefs* » (Oxford university press, 2014) par Sébastien Sibai.
- **Chine, Occident, deux visions de la mondialisation**, note de lecture du livre de Régis Debray, essayiste, philosophe et médiologue, et de Zhao Tingyang, figure intellectuelle chinoise et professeur de philosophie à Harvard « *Du ciel à la terre. La Chine et l'Occident* » (Les Arènes ; 2014), par Paul Zurkinden.
- **La France dans le nouveau « Kriegspiel » mondial**, note de lecture du livre de Jean-Michel Quatrepoint, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, journaliste économique, « *Le Choc des Empires* » (le débat Gallimard ; mars 2014), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Décryptage de la crise financière internationale**, note de lecture du livre de Jean-Michel Naulot, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, membre du collège de l'Autorité des Marchés financiers de 2003 à 2013, « *Crise financière. Pourquoi les gouvernements ne font rien* » (Seuil ; 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Le modèle allemand au-delà des mythes**, note de lecture de « *Made in Germany – Le modèle allemand au-delà des mythes* » (Seuil, janvier 2013), par Baptiste Petitjean, directeur de la Fondation Res Publica.
- **Stratégie électorale: It's the people, stupid!**, note de lecture de « *Porte à porte, reconquérir la démocratie sur le terrain* » de **Guillaume Liegey, Arthur Muller et Vincent Pons** (Calmann-Lévy, avril 2013), par Julien Landfried, membre du Conseil scientifique de la Fondation Res Publica, parue sur le Huffington Post, le 23 mai 2013.

FONDATION RES PUBLICA

52, rue de Bourgogne

75 007 Paris

 01.45.50.39.50

info@fondation-res-publica.org

Achévé
d'imprimer
en janvier 2016